

Histoire et Philatélie

Colombie - Panama



Colombie



Panama



1955, n° 505

Les fondateurs : Sebastián de Belalcázar, Gonzalo Jiménez de Quesada et Vasco Núñez de Balboa

Pour les timbres-poste, la numérotation Yvert et Tellier a été choisie

Introduction

La Colombie est située dans le nord-ouest de l'Amérique du Sud. Ses frontières sont à l'ouest l'océan Pacifique et le Panamá, au nord la mer des Caraïbes, à l'est le Venezuela et le Brésil, et au sud l'Équateur et le Pérou. Le pays compte plus de 48 millions d'habitants.

La superficie du pays est de 1 141 748 km². Le pays est divisé en 32 départements et un district pour la capitale, Bogotá. Actuellement, la Colombie est une république, régie par la constitution de 1991.



Carte de la Colombie (extrait de www.ephotopix.com/colombia_department_map.html)

I. La colonisation espagnole (1499-1810)

La période précolombienne du territoire de l'actuelle Colombie se différencie nettement de celle du Pérou ou du Mexique, car il n'a jamais été le siège d'un grand empire, comme celui des Aztèques au Mexique ou celui des Incas au Pérou. La région était nettement moins attrayante pour les conquistadores espagnols, car on y trouvait beaucoup moins d'or, le climat y était malsain et l'accès en était difficile à cause de la végétation impénétrable et du relief tourmenté.

Les imposants vestiges les plus anciens datent du 5^e siècle a.C. et se trouvent à San Agustín (Huila).



1981, P.A. n° 663



1981, P.A. n° 666



1991, n° 971



1991, P.A. n° 836



1979, P.A. n° 641



1948, P.A. n°s 160, 164 & 168

Monuments de San Agustín

Les indigènes vivant en petites communautés n'ayant que peu de contacts entre elles, il est normal que plusieurs cultures très différentes se soient développées simultanément. Les principales en sont :

- La culture de Tierradentro (600 p.c. - 900 p.C.), dans le département de Cauca.
- La culture de Tumaco - La Tolita (600 a.C. - 400 p.C.), le long du littoral du Pacifique.
- La culture de Tolima (200 p.C. - 1000 p.C.), dans le département du même nom.
- La culture de Nariño (VII^e - XII^e siècle), à la frontière entre l'Équateur et la Colombie.
- La culture de Tairona (XIII^e siècle), dans le département de Magdalena, dans le nord du pays.
- La culture Sinú (200 a.C. - 1600 p.C.), le long du littoral de la mer des Caraïbes.
- La culture Calima (1500 a.C. - 1600 p.C.), dans le département de Cauca.
- La culture Quimbaya (IV^e - VII^e siècle p.C.), dans le département de Caldas, le long de la rivière Cauca.
- Et finalement la culture Chibcha ou Muisca (1000 p.C. - 1550 p.C.), sur le haut plateau de Bogotá.

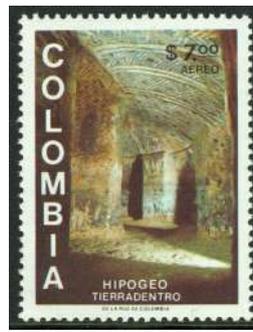
Toutes ces civilisations ont laissé des vestiges et des objets d'art, surtout en or et en argile, témoignant d'une maîtrise parfaite dans l'art de l'orfèvrerie et de la sculpture. La poste colombienne les montre avec fierté sur de nombreux timbres.



1988, P.A. n° 777



1981, P.A. n°s 664 & 665
Culture de Tierradentro



2005, n° 1321



2005, n° 1320



1973, P.A. n° 563



2002, n° 1168



2002, n° 1169

Culture de Nariño



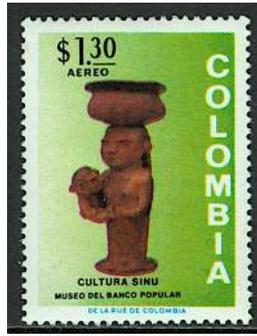
2002, n° 1172



2002, n° 1173
Culture de Tairona



1973, P.A. n° 567



1973, P.A. n° 561



2005, n° 1319

Culture Sinú



2002, n° 1170



2002, n° 1171



2005, n° 1322



1981, P.A. n°s 686/689
Culture Calima



1973, P.A. n° 562



2006, n° 1347



2006, n° 1348



1988, P.A. n° 782

Culture Quimbaya



1981, P.A. n°s 672/675
Culture Quimbaya



1973, n° 671



1988, n° 781

Culture Muisca



2004, bloc 55
Culture Muisca

La première expédition espagnole à voir la côte de l'actuelle Colombie est celle d'Alonso de Ojeda, qui avait déjà participé au deuxième voyage de Colomb. Deux personnages célèbres l'accompagnent : l'Italien Amerigo Vespucci, qui allait donner son nom au Nouveau Monde, et le cartographe espagnol Juan de la Cosa, auteur en 1500 de la plus ancienne carte connue du Nouveau Monde. Lui aussi était un compagnon de Colomb, lors de ses trois premiers voyages.



Antilles néerlandaises, 1949, n° 199



Congo ex-fr., 1992, n° 955

Alonso de Ojeda



Congo ex-fr., 1992, n° 953



Espagne, 1987, n° 2536

Juan de la Cosa

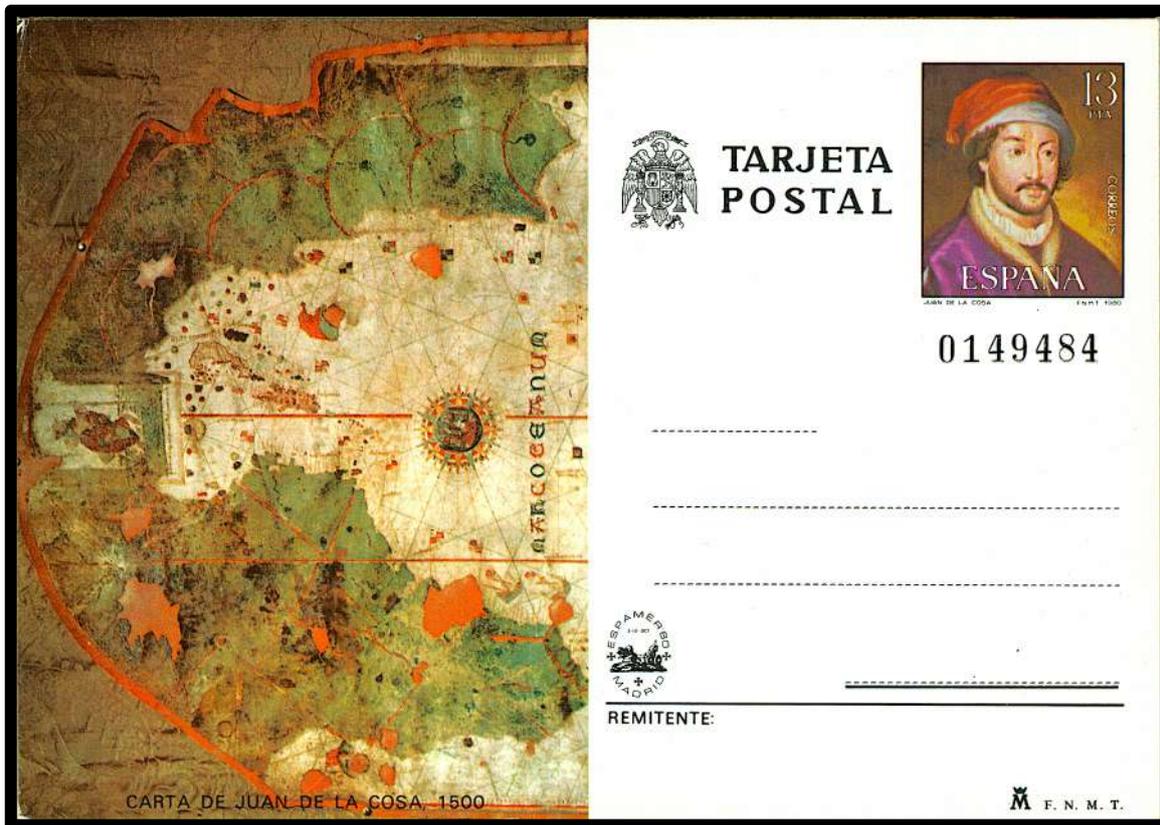


Nicaragua, 1986, P.A. n° 1171



Espagne, 2000, bloc 84

La première carte du Nouveau Monde, de Juan de la Cosa en 1500



1980, entier postal Edifil n° 122
Carte postale à l'effigie de Juan de la Cosa



Bulgarie, 1992, n° 3439



Espagne, 1987, n° 2533



Hongrie, 1991, n° 3344



Italie, 1954, n°s 686/687
Amerigo Vespucci

Une exploration plus détaillée des côtes a lieu deux ans plus tard, en 1501, par Rodrigo de Bastidas, toujours accompagné de Juan de la Cosa, mais aussi de Vasco Núñez de Balboa, le futur découvreur du Pacifique.



Espagne, 1961, n°s 1049 & 1053



Rodrigo de Bastidas



Panamá, 1991, n° 1077

Mais dès le début, la discorde s'installe entre les Espagnols, dont l'avidité est sans bornes. La couronne espagnole divise le nouveau territoire en deux parties, concédant à Alonso de Ojeda la partie orientale et à Diego de Nicuesa la partie occidentale. Mais les colons expulsent Ojeda et placent à leur tête le populaire Vasco Núñez de Balboa. Celui-ci explore la région, et il est le premier à découvrir l'océan Pacifique, le 25 septembre 1513. Mais à son retour, il est arrêté pour rébellion, et finalement exécuté en 1519.



Panamá, 1906, n° 90 & 1909, n° 98



Panamá Canal, 1907, n° 18 & 1910, n° 27



Panamá, 1913, n° 106



Panamá, 1915, n° 109



États-Unis, 1913, n° 195



Panamá, 1942, n° 236



*Panamá, 1950, n° 275
Vasco Núñez de Balboa*



Norfolk, 1994, n° 551



Espagne, 1963, n°s 1196 & 1200



*Espagne, 1988, n° 2586
Vasco Núñez de Balboa*



2013, n° 1728

Toujours à la recherche d'or, les expéditions espagnoles vers l'intérieur se succèdent, surtout le long du fleuve Magdalena. Des villes sont fondées le long de la côte caraïbe, comme Santa Marta en 1525, par Rodrigo de Bastidas, et surtout Cartagena en 1533, par Pedro de Heredia. Cartagena allait devenir l'escale privilégiée entre le Mexique et le Pérou.



1975, n°s 685 & P.A. n° 593



450° anniversaire de la fondation de Santa Marta



1933, n°s 270/272



400° anniversaire de la fondation de Cartagena. Pedro de Heredia



1983, P.A. n°s 728/729

450° anniversaire de la fondation de Cartagena

Le grand explorateur espagnol de l'intérieur reste cependant Gonzalo Jiménez de Quesada. Partant en 1536 de Santa Marta vers le sud, dans l'intention d'atteindre le Pérou, il doit combattre les indigènes du peuple muisca, menés par les caciques Quemuenchatocha et Tisquesusa. Surtout Tisquesusa est devenu un héros légendaire en Colombie.



P.A. n° 642



*Espagne, 1962, n°s 1126 & 1130
Gonzalo Jiménez de Quesada*



Bulgarie, 1992, n° 3441



*1988, P.A. n° 780
Tisquesusa*

C'est lors de cette expédition que Quesada fonde en 1538, sur un vaste haut plateau, la ville de Santa Fe de Bogotá, la future capitale de la Colombie.



*1933, n°s 313/319
400° anniversaire de la fondation de Santa Fe de Bogotá*



1988, P.A. n° 775



1988, P.A. n°s 778/789



450^e anniversaire de la fondation de Santa Fe de Bogotá

Mais Quesada reçoit rapidement de la concurrence, avec l'arrivée inattendue de deux autres expéditions : celle de l'Allemand Nikolaus Federmann, qui, partant du Venezuela, avait suivi le bassin de l'Orénoque, et celle de l'Espagnol Sebastián de Belalcázar, un lieutenant de Pizarro, qui venait du Pérou.

Tous deux sont à l'illusoire recherche de l'Eldorado, la région où l'or se ramasse à la pelle et où les grands personnages en sont couverts. Belalcázar avait conquis la région de Quito en 1535, et il avait fondé les villes de Santiago de Cali en 1536 et Popayán en 1537.



Espagne, 1961, n°s 1047 & 1051
Sebastián de Belalcázar



1948, P.A. n°s 161 & 165
Représentation d'El Dorado



1986, n°s 901/902
450^e anniversaire de la fondation de Santiago de Cali



1987, P.A. n°s 762/763
450^e anniversaire de la fondation de Popayán

Quesada, originaire de Grenade, nomme l'ensemble des terres qu'il a conquises le *Nouveau Royaume de Grenade*, qui devient rapidement la *Nouvelle-Grenade*.

Pratiquement tous les explorateurs espagnols ont pour objectif essentiel la recherche d'or et d'émeraudes, mais il s'avère rapidement que la région n'est pas aussi riche qu'on le supposait. Les nouveaux arrivants comprennent rapidement que la richesse est possible grâce au travail de la terre et à l'exploitation des mines. Le système de l'*encomienda* y est créé, comme il était d'ailleurs déjà appliqué dans tout l'empire colonial espagnol. Il s'agit de regrouper les indigènes sous l'autorité des colons, qui ont mission de leur apporter "les bienfaits de la civilisation et de la religion".

En contrepartie de ces “bienfaits”, on demande aux indigènes de travailler sans rétribution dans les mines et les champs. Inutile de dire que ce système ouvre la porte à tous les excès, suite à la cruauté et l’avidité des colons, et il est normal que la population indigène disparaît presque entièrement en quelques décennies.

Les causes de cette disparition rapide et presque totale des premiers habitants sont multiples : outre les mauvais traitements et la surcharge de travail forcé déjà cités, il y a les maladies importées d’Europe, mais aussi un important métissage : les Indiennes employées au service des Espagnols suppléent au manque de femmes parmi les colons.

Une autre conséquence de ce dépeuplement est un rapide manque de main-d’oeuvre, qu’il faut, dès la fin du XVI^e siècle, compenser par l’arrivée d’esclaves africains. Paradoxalement, les esclaves noirs sont beaucoup mieux traités que les indigènes, parce qu’ils coûtent plus cher !

L’Église officielle choisit le camp des “Espagnols chrétiens, venant évangéliser les indigènes”, mais quelques missionnaires, d’abord des franciscains et des dominicains, ensuite des jésuites, s’insurgent contre les abus. Le plus célèbre en Colombie est le jésuite St. Pedro Claver, qui est de 1610 jusqu’à sa mort en 1654 le grand défenseur et protecteur des esclaves noirs.



1954, n° 485

400^e anniversaire de l’arrivée des franciscains en Colombie



1954, n° 490

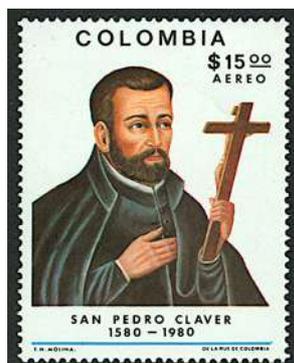


1954, P.A. n° 257A



1955, n° 502

300^e anniversaire de la mort de St. Pedro Claver



1981, P.A. n° 662



Monaco, 1979, n° 1198
Saint Pedro Claver



Vatican, 1992, n° 920

Pendant ce temps, la discorde est totale en Colombie, et les explorateurs espagnols et allemands (Quesada, Heredia, Belalcázar, Federmann) conviennent de demander l'arbitrage espagnol. Finalement, la Nouvelle-Grenade est accordée au gouverneur de Santa Marta, dont Quesada est le principal adjoint, et Belalcázar reçoit les terres plus au sud, avec Popayán comme capitale.

Mais les problèmes perdurent, et les colons ne se soucient guère des règlements et lois provenant du Conseil des Indes de Séville. Pour ses rapports avec l'Espagne, la Colombie dépend alors officiellement de la lointaine Audience de Saint-Domingue, créée en 1511. C'est pourquoi, en 1547, l'Espagne décide de créer une nouvelle Audience à Santa Fe de Bogotá, qui doit exercer le pouvoir exécutif sur toute la Colombie. Cette décision fait de Santa Fe de Bogotá la ville la plus importante de tout le territoire, au détriment de Cartagena et de Popayán. Cette importance va encore croître, lorsqu'en 1564 la ville est élevée au rang d'archevêché.



1948, P.A. n°s 163 & 167
Santa Fe de Bogotá à l'époque coloniale.

L'Espagne parvient à maintenir la Colombie dans son empire colonial jusqu'en 1810, mais ce territoire sera toujours considéré comme une colonie de second rang par rapport au Mexique et au Pérou. On peut diviser cette longue période en trois phases :

- La fin du XVI^e siècle, où le régime colonial s'organise et se consolide.
- Le XVII^e siècle, marqué par la crise de l'économie minière et la décadence des *encomiendas*, remplacées par des grandes propriétés agricoles aux mains de quelques privilégiés.
- Le XVIII^e siècle, période où l'Espagne tente de réaffirmer son autorité sur la colonie.

Les décisions sont prises en Espagne, par le Conseil des Indes, qui siège à Séville. Sur place, le pouvoir exécutif de la majeure partie du territoire est exercé par l'Audience de Santa Fe de Bogotá. Seule la partie la plus méridionale, avec Popayán, dépend de l'Audience de Quito.

C'est surtout sous le règne des Bourbons d'Espagne, surtout de Charles III (1759-1788) que la situation se dégrade pour la Nouvelle-Grenade. L'Espagne considère la Nouvelle-Grenade comme un territoire destiné à être exploité au maximum à son profit exclusif, la colonie étant censée tout accepter sans rechigner. Les changements du XVIII^e siècle sont d'ordre administratif et fiscal.

- Les changements administratifs : la Nouvelle-Grenade devient une vice-royauté, dont la capitale est Santa Fe de Bogotá. Un premier essai a lieu de 1717 à 1723, mais la vice-royauté devient définitive en 1739. En 1777, les provinces orientales, trop éloignées, en sont séparées, pour former la Capitainerie générale du Venezuela.

Le grand problème est que les vice-rois sont généralement des aristocrates n'ayant que peu ou pas d'affinité avec la colonie. Ils remplacent le personnel local, généralement des Créoles, par des fonctionnaires venus d'Espagne, ce qui engendre la grande fureur de la population locale. Une des rares exceptions est Manuel de Guirior, vice-roi de 1772 à 1776, qui stimule l'économie, réforme le système éducatif, fonde des hospices et des hôpitaux, et crée la bibliothèque publique de Santa Fe de Bogotá. Une autre figure qui améliore à la même époque l'instruction publique est Francisco Antonio Moreno y Escandón, auditeur à Santa Fe de Bogotá.



1977, P.A. n° 617
Vice-roi Manuel de Guirior



1977, P.A. n° 616
Auditeur Francisco Antonio Moreno y Escandón

- Les changements fiscaux et commerciaux. Surtout sous Charles III, il y a non seulement une forte hausse généralisée de la fiscalité, mais aussi la création d'un monopole d'État sur de nombreux produits, comme le tabac et l'eau-de vie de la canne à sucre. Tout est réglementé et soumis à une lourde bureaucratie, et la moindre infraction est sévèrement réprimée. L'établissement de ces monopoles d'État est confiée par la Couronne au visiteur général Gutiérrez de Piñeres. Celui-ci, voulant faire appliquer les réformes à tout prix, ne fait qu'attiser le mécontentement général, et en 1781 l'insurrection éclate : c'est la révolte des *Comuneros*.

La révolte des *Comuneros* est une émeute contre la fiscalité et contre l'ingérence paralysante de l'administration espagnole. Elle débute à Socorro, une ville dans l'actuel département de Santander. La région, grande productrice de tabac, est fortement touchée par les réformes, et le 16 mars 1781, l'insurrection armée éclate. Les troupes royales sont battues et Santa Fe de Bogotá est assiégée. Mais l'archevêque de Santa Fe, Caballero y Góngora, qui y a pris le pouvoir, parvient à négocier un compromis avec les insurgés, en acceptant une grande partie de leurs revendications : ce sont les *Capitulaciones*, signées le 8 juin 1781. La répression est très mitigée, et seuls quelques leaders, qui refusent d'accepter les *Capitulaciones*, sont exécutés en 1782. Le plus célèbre est José Antonio Galán, qui est devenu un héros national en Colombie, et que la gauche a présenté injustement comme un précurseur du marxisme.



1981, P.A. n° 682
200^e anniversaire de l'insurrection
des *Comuneros* en 1781



1941, n° 352



1960, P.A. n° 370

José Antonio Galán

Il est important de souligner que la révolte des *Comuneros* est une insurrection contre des mesures fiscales, économiques et administratives, mais ne peut en aucun cas être considérée comme un signe avant-coureur de la guerre d'indépendance, qui allait éclater un quart de siècle plus tard.

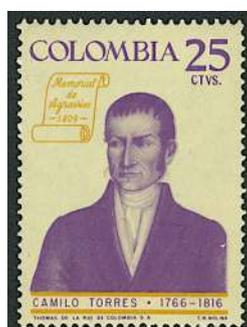
II. L'indépendance (1810-1830)

La Colombie est de loin le pays sud-américain qui a eu la naissance la plus difficile : deux guerres de libération, entrecoupées par une reconquête espagnole, des guerres civiles entre royalistes et républicains, et entre différentes factions républicaines.

Tout commence un peu avant 1800, quand les élites créoles des grandes villes, comme Santa Fe de Bogotá, Cartagena et Popayán, s'imprègnent des idées de la révolution française. Lasses d'être exploitées et soumises à une métropole indifférente, leur aspiration à être placées sur un pied d'égalité avec les Espagnols se fait entendre de plus en plus fort, dans des journaux, des affiches et des pamphlets. C'est ainsi que Manuel de Socorro Rodríguez lance dès 1791 ses articles dans son Journal *El papel periódico de Santa Fe de Bogotá*, qu'Antonio Nariño traduit en 1794 la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen*, et que Camilo Torres publie en 1809 son *Memorial de Agravios* (= catalogue des griefs).



1947, P.A. n° 157
Manuel de Socorro Rodríguez



1967, n° 625
Camilo Torres

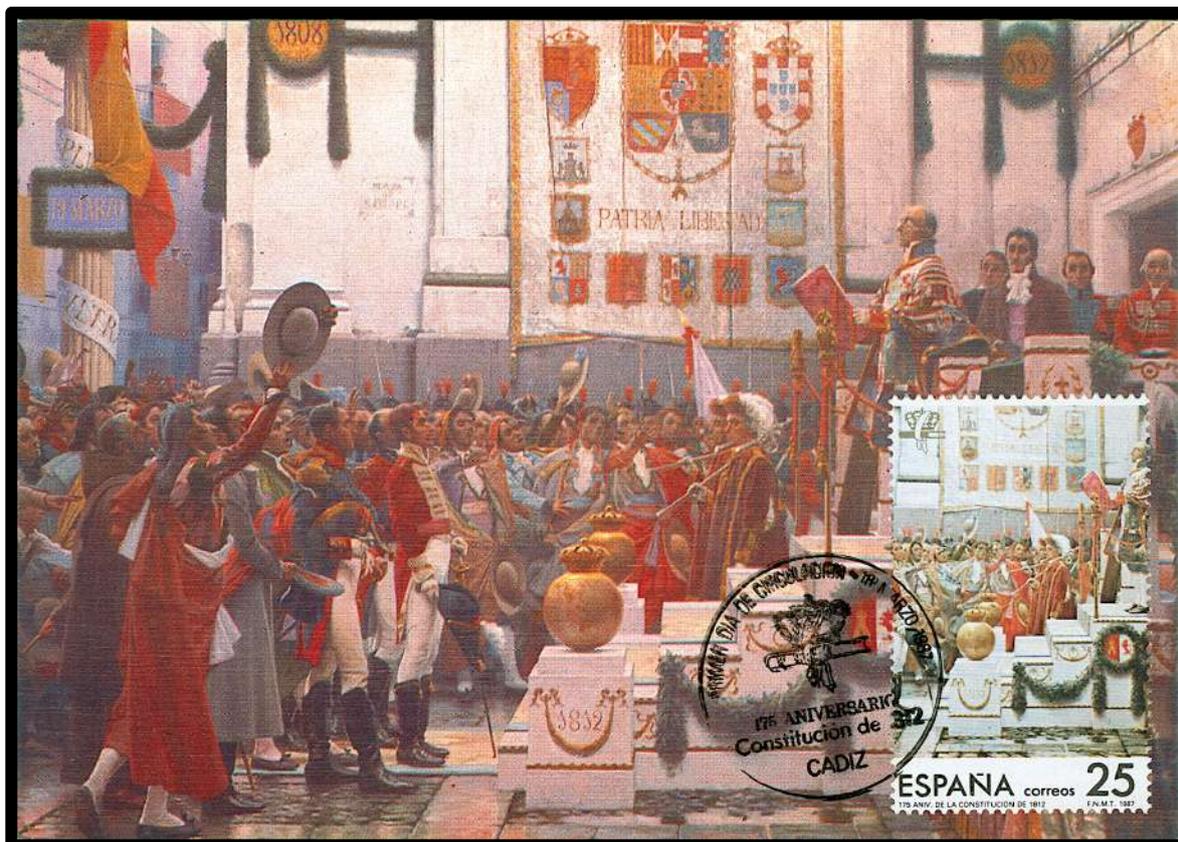


1947, n° 412
Antonio Nariño

Ce sont cependant les événements d'Espagne qui mettent le feu aux poudres. En mars 1808, Charles IV doit abdiquer en faveur de son fils, Ferdinand VII. Profitant de la confusion, l'empereur Napoléon démet aussi bien le père que le fils et offre le trône d'Espagne à son frère Joseph.

Entre 1808 et 1814, c'est l'anarchie et le chaos en Espagne : partant du Portugal, un corps expéditionnaire anglais, commandé par Wellington, harcèle les troupes françaises, qui doivent partout battre en retraite. Dans les villes où les troupes françaises se sont retirées, des juntas de commandement sont instaurées, coordonnées par une junte centrale, favorable à Ferdinand VII.

Cette junte centrale fait adopter en 1812 à Cádiz une constitution libérale qui distingue le pouvoir exécutif, confié au roi et à ses ministres, et le pouvoir législatif, confié au parlement.



La constitution de Cádiz. Carte maximum avec le timbre espagnol n° 2503 de 1987

Néanmoins cette constitution n'est pas appliquée par le roi Ferdinand VII lorsqu'il reprend possession de son trône à Madrid en 1814 : il rétablit l'absolutisme, déclare illégale la constitution de Cádiz et entame une répression terrible.

Pendant ce temps, en Nouvelle-Grenade, la situation est devenue explosive. Il faut souligner que l'hostilité n'est initialement pas dirigée contre la monarchie, mais contre la junte centrale, qui s'oppose à toute initiative de la part des Créoles américains, considérés comme des citoyens de seconde zone, et contre le vice-roi, les Audiencias et les gouverneurs.

Les Créoles, c'est-à-dire les personnes d'ascendance européenne nées dans les colonies, éliminent alors les unes après les autres les autorités espagnoles locales pour les remplacer par des junte de gouvernement au nom du roi d'Espagne, Ferdinand VII, qui vit alors en exil en France.

Cela se passe dans plusieurs villes, comme à Cartagena le 22 mai 1810, à Cali le 3 juin, sous l'impulsion de Joaquín de Cayzedo y Cuero, et dans plusieurs autres villes. Finalement, les Créoles, menés par Francisco José de Caldas, Camilo Torres et José Acevedo y Gómez, forment le 20 juillet 1810 à Santa Fe de Bogotá une junte suprême de gouvernement. Cette junte rompt dès le 26 juillet tout contact avec l'Espagne.

Le 20 juillet 1810 est considéré par la Colombie comme la journée officielle de son indépendance, bien que, dans cette situation assez bizarre, même si c'est une indépendance de fait, la Nouvelle-Grenade s'estime encore toujours liée à la dynastie légitime, donc à Ferdinand VII, et que ce jour-là, il n'est question seulement que de former une junte, comme il en existe plusieurs en Espagne !



1946, n° 402A
Joaquín de Cayzedo y Cuero



1910, rec. n° 58
José Acevedo y Gómez



1910, n° 201



2009, n° 1519
Camilo Torres



1917, n° 210



1910, n° 205



1917, n° 209



1926, n° 249



1939, n° 331



1947, P.A. n° 156
Francisco José de Caldas



1944, n° 376



1941, P.A. n° 137



1941, P.A. n° 139



1948, P.A. n° 169



1948, P.A. n° 171

La declaración "d'indépendance" du 20 juillet 1810 à Santa Fe de Bogotá



1960, P.A. n° 366



1960, P.A. n° 368



1960, P.A. n° 369



1960, P.A. n° 373

150^e anniversaire de "l'indépendance" du 20 juillet 1810.

Personnages ayant joué un rôle dans le processus d'indépendance :

1^{er} timbre : Joaquín Camacho, Jorge Tadeo Lozano & José Miguel Pey

2^e timbre : Andrés Rosillo, Antonio Villavicencio & Joaquín de Cayzedo y Cuero

3^e timbre : Bernardo Álvarez & Joaquín Gutiérrez

4^e timbre : Antonia Santos, José Acevedo y Gómez & Liborio Mejía

Les esprits évoluent rapidement en Nouvelle-Grenade, et une à une, les provinces proclament leur indépendance totale et adoptent le système républicain : Cartagena, Santa Fe de Bogotá, Antioquia, Tunja, etc.



2011, n° 1666

200^e anniversaire de l'indépendance de Cartagena

Comme on le voit, il n'est pas question à cette époque d'une nation colombienne. Chaque province, chaque ville tient à sa propre identité, et le mouvement d'émancipation est foncièrement particulariste. Cela engendre dès le début des conflits, qui deviennent rapidement des guerres civiles locales :

- Mompoix veut se séparer de Cartagena.
- Cali fait la guerre contre Popayán.
- Certaines villes, comme Pasto et Santa Marta, veulent rompre avec les anciens chefs-lieux, et continuent à se déclarer royalistes. C'est une véritable "révolte contre les révoltés".

Ce régionalisme allait être à la base des difficultés et des échecs entre 1810 et 1830.

Pourtant, dès août 1810, la junta suprême de Santa Fe de Bogotá essaie de convoquer un congrès réunissant les quinze "provinces" apparues sur les décombres de la colonie, mais c'est l'échec : seules sept provinces envoient des délégués. Popayán et Santa Marta continuent à se proclamer royalistes, Cartagena et Tunja craignent d'être subordonnées à Santa Fe de Bogotá.

Devant cet échec, en mars 1811, la province de Santa Fe de Bogotá se déclare *État souverain de Cundinamarca*. Le premier président en est Jorge Tadeo Lozano, mais l'homme fort en est Antonio Nariño. Lozano, las des acerbes critiques que Nariño déverse sur lui dans son journal, présente sa démission le 19 septembre, et il est remplacé par Nariño, qui occupera la présidence jusqu'à sa capture en 1814.



1967, n° 626
Jorge Tadeo Lozano



1886, n° 88



1886, n° 88A



1910, n° 203



1917, n° 211



1973, n° 672



2013, n° 1711

Antonio Nariño

Nariño est un ferme partisan d'un État unitaire fort et centralisé, avec le Cundinamarca comme point central. Les autres provinces au contraire sont partisanses d'un État confédéral très lâche, où chacune garderait une large autonomie. Le champion de ce point de vue est Camilo Torres.

Les "fédéralistes" convoquent en novembre 1811 un nouveau congrès qui aboutit à la constitution d'une *Confédération des Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade*. Mais le Cundinamarca refuse d'y adhérer. Dans cette confédération, chaque province promulgue sa propre constitution, mais il est évident que cette pléthore rend la plupart de ces constitutions inapplicables.



2012, n°s 1702/1707

*Quelques-unes des constitutions des provinces, entre 1810 et 1815
(Socorro, Cundinamarca, Tunja, Antioquia, Cartagena, Neiva)*

La présidence des *Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade* est confiée à Camilo Torres, et la capitale en est Tunja. Un congrès constituant est convoqué en octobre 1812 à Villa de Leyva, mais il se déroule dans la confusion la plus totale.



2012, n° 1697

200^e anniversaire du congrès constituant de Villa de Leyva en octobre 1812

Il y a donc dans l'ancienne colonie trois grandes tendances :

- Une centraliste, avec Nariño à Santa Fe de Bogotá, dans l'État de Cundinamarca.
- Une fédéraliste, regroupée dans les Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade.
- Une royaliste, avec Santa Marta et Popayán comme principaux centres.

Une série de guerres civiles ravage alors l'ancienne colonie entre 1812 et 1815, où les grands patriotes s'épuisent en luttes fratricides et stériles. Nariño est capturé par les royalistes en mai 1814, et il passera six années en prison en Espagne. Cette période est entrée justement dans l'histoire de la Colombie, sous le nom de "*Patria bobá*", la patrie folle.

C'est en pleine guerre civile qu'apparaît dans l'histoire de la Colombie le nom de celui qui allait devenir le grand héros du pays : Simón Bolívar.

Simón Bolívar est né en 1783 à Caracas. Après avoir passé une partie de sa jeunesse en Europe, il participe à la création de la première république vénézuélienne (1810-1812). Après la chute de celle-ci, il passe quelques temps à Cartagena, et participe à quelques combats contre les royalistes. Il remporte le 28 février 1813 la bataille de Cúcuta, dans le nord-est de la Colombie.



1886, n° 86



1910, n° 204



1917, n° 214



1924, n° 246



1903, n°s 157/160



1937, n° 299



1939, n° 325

Simón Bolívar



1944, n° 362



1944, n° 373

C'est de Cúcuta qu'il lance, dans la première moitié de 1813, ce qui est appelé la "*Campaña Admirable*" contre les Espagnols, pour reconquérir le Venezuela. Cette campagne lui permet de rentrer triomphalement dans Caracas, le 6 août 1813. Deux officiers "colombiens" se distinguent pendant la campagne aux côtés de Bolívar, et y trouvent la mort : Antonio Ricaurte et Atanasio Girardot.



1917, n° 220



1926, n° 251

Antonio Ricaurte



*1991, n° 966
Atanasio Girardot*



*Antioquia, 1902, n°s 123/128
Atanasio Girardot*

Mais en août 1814, Bolívar est battu par les forces espagnoles, et c'est la chute de la deuxième république du Venezuela. Il se replie sur Cartagena, en Colombie. Il y est nommé à la tête des forces des Provinces-Unies de la Nouvelle-Grenade, alors en pleine guerre civile contre le Cundinamarca. Le 10 décembre 1814, il s'empare de Santa Fe de Bogotá, obligeant ainsi le Cundinamarca à reconnaître l'autorité des Provinces-Unies.

Bolívar démissionne alors de son poste de commandant en chef, et se retire d'abord à la Jamaïque, ensuite à Haïti.

Mais entretemps, la situation change en Espagne : après la chute de Napoléon, Ferdinand VII retrouve son trône, et dès le début, il impose le retour à l'absolutisme de l'Ancien Régime. Il rétablit le vieux Conseil des Indes, et envoie un nouveau vice-roi, accompagné d'une armée de plus de 10 000 soldats, commandés par le général Pablo Morillo, pour reconquérir la Nouvelle-Grenade.

Sur place, le pays est épuisé par la guerre civile, et le camp royaliste devient de plus en plus fort, surtout dans le sud, avec Pasto et Popayán, et le long de la côte caraïbe, avec Santa Marta.

Morillo débarque en juillet 1815 à Santa Marta. Cartagena tombe en décembre après un long siège, et Morillo s'empare le 26 mai 1816 de Santa Fe de Bogotá.

La population locale doit rapidement déchanter : bien que lasse de la guerre civile, elle doit subir la terrible répression exercée par le vice-roi Juan de Sámano. Rien qu'à Cartagena, les massacres coûtent la vie à plus d'un tiers de la population. Exécutions, travaux forcés, exils et exactions se poursuivent inlassablement, orchestrés par un "Conseil de Purification".



*1910, rec. n° 59
Exécutions en masse à Cartagena, le 24 février 1816*

La grande majorité des leaders des patriotes et de la classe dirigeante locale est condamnée à mort et exécutée, comme :

- Jorge Tadeo Lozano (6 juillet 1816)
- Antonio Baraya (20 juillet 1816)
- Custodio García Rovira (8 août 1816)
- Camilo Torres (5 octobre 1816)
- Francisco José de Caldas (28 octobre 1816)



1941, n° 351



1946, n° 404
Custodio García Rovira



Antioquia, 1903, n° 140



1950, n° 450
Antonio Baraya

En quelques mois, les Espagnols sont parvenus à faire l'unanimité de la population locale contre eux. La résistance s'organise, et les femmes aussi y jouent un grand rôle, comme Policarpa Salavarrieta, qui est fusillée le 14 novembre 1817. Elle est considérée comme une héroïne nationale en Colombie.



1910, n° 202



1996, P.A. n° 929
Policarpa Salavarrieta



2011, n° 1656

Pendant ce temps, dans son exil, Bolívar tire les conclusions de ses premiers échecs au Venezuela, et devient un ferme partisan d'une *République de Grande Colombie*, regroupant la Nouvelle-Grenade, le Venezuela et l'Équateur, gouvernée par un pouvoir unique, centralisé et fort.

Il rentre d'exil en décembre 1816 dans le but de reconquérir le Venezuela, mais il se rend compte qu'il a plus de chances de reprendre d'abord la Nouvelle-Grenade. Il s'installe dans les *llanos*, les plaines de l'Orénoque, où il prépare la guerre contre l'Espagne.

Pendant l'été 1819, il réalise un de ses exploits les plus célèbres : la traversée des Andes, à plus de 5000 mètres d'altitude, pour surprendre l'armée espagnole. Malgré des difficultés inouïes, Bolívar mène cette traversée à bien, et bat les Espagnols à la bataille du Pantano de Vargas, le 25 juillet 1819.

L'affrontement décisif a lieu à la bataille de Boyacá, le 7 août 1819. C'est encore une victoire, et Bolívar rentre triomphalement à Bogotá le 10 août 1819.



1969, n° 646
Bataille de Boyacá



1969, n° 647
Passage des Andes
150^e anniversaire de la campagne de libération



1969, P.A. n° 497
Entrée à Bogotá



Bolívar



De Boyacá à Santa Fe de Bogotá
1989, n°s 934, 937/938 & 935
170^e anniversaire de la campagne de libération



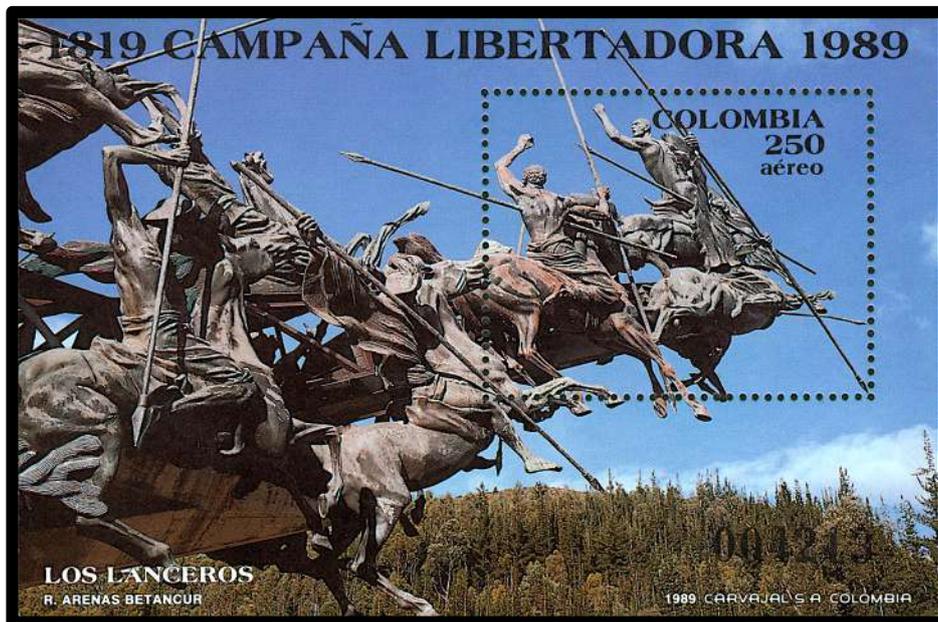
Santander



1992, bloc 43
La bataille de Boyacá du 7 août 1819



1989, n°s 936 & 939/941
170^e anniversaire de la campagne de libération



1989, bloc 40
170^e anniversaire de la campagne de libération

Dans cette campagne de libération, Bolívar est secondé par deux officiers de grande valeur : le jeune Francisco de Paula Santander, qui commande son avant-garde, et José María Córdova, qui joue un rôle décisif dans la victoire de Boyacá. Tous deux allaient jouer un grand rôle dans les années à venir, et finalement se retourner contre Bolívar après le coup d'état de ce dernier en 1829.



1910, n° 206



1917, n° 213



1926, n° 245



1941, n° 350

Francisco de Paula Santander



1940, n° 339



1940, n° 341



1940, n° 342

Francisco de Paula Santander



1959, n°s 569 & 571



1984, n°s 876/878

Francisco de Paula Santander



1917, n° 215



1923, n° 248



Antioquia, 1896, rec. n° 3
José María Córdova



Antioquia, 1899, ret. n° 1



Antioquia, 1899, n°s 100/110
José María Córdova

La victoire est acquise en Nouvelle-Grenade, mais le plus important reste à faire : la création de la République de Grande Colombie. Bolívar convoque le 17 décembre 1819 à Angostura - qui deviendra plus tard Ciudad Bolívar - un congrès, qui proclame la République de Colombie, constituée de la Nouvelle-Grenade, du Venezuela et de Quito. Bolívar en est le premier président.



*1989, P.A. n° 808
Proclamation de la République à Angostura en 1819*

Mais si la République est créée en 1819, il faut la doter d'institutions solides et efficaces, et c'est dans ce but que Bolívar réunit en 1821 un congrès constituant à Cúcuta. Les principales acquisitions en sont :

- Le pouvoir exécutif est assumé par un président élu.
- Le pouvoir législatif est incarné par un système bicaméral (Chambre et Sénat).
- Le suffrage censitaire est instauré.
- La promesse d'abolir à terme l'esclavage y est formulée.
- La capitale est Santa Fe de Bogotá, dont le nom devient simplement Bogotá.



*1971, n° 656
150^e anniversaire de la constitution de Cúcuta*



1973, P.A. n° 568



*1989, P.A. n°s 805/807
La constitution de Cúcuta*



Mais, si le régime s'est installé en Nouvelle-Grenade, il n'en va pas de même au Venezuela et en Équateur, où les Espagnols, aidés par les royalistes locaux, sont toujours présents.

La reconquête du Venezuela va durer jusqu'en 1823. La première bataille se déroule à Carabobo, le 24 juin 1821. C'est une nouvelle victoire pour Bolívar, qui fait son entrée à Caracas le 29 juin 1821. L'ultime victoire est la bataille navale du lac Maracaibo, le 24 juillet 1823. La flotte espagnole y est détruite par la marine de la Colombie, commandée par l'amiral José Prudencio Padilla.



1971, P.A. n° 545
150^e anniversaire de la bataille de Carabobo



1973, P.A. n° 564



2008, n° 1439

150^e et 185^e anniversaire de la bataille navale du lac Maracaibo



1984, n° 879

L'amiral José Prudencio Padilla

Les choses sont plus difficiles vers le Sud, dans ce qui est actuellement l'Équateur. Cette région, avec Pasto, Guayaquil et Quito, est encore aux mains des royalistes espagnols, mais elle est convoitée aussi bien par Bolívar à partir de la Nouvelle-Grenade que par San Martín à partir du Pérou.

Le 28 juillet 1821, José de San Martín avait proclamé l'indépendance du Pérou, et a l'intention de remonter vers le nord. Bolívar envoie d'urgence le général Antonio José de Sucre vers le sud. Celui-ci parvient à occuper Pasto et Guayaquil, et remporte le 24 mai 1822 la bataille de Pichinchá, ce qui permet à Bolívar, qui de son côté avait battu les Espagnols à la bataille de Bomboná le 7 avril 1822, de faire son entrée à Quito le 16 juin 1822.



1886, n° 85



1917, n° 218



1940, n° 332A



1947, n° 414

Antonio José de Sucre

Bolívar et San Martín se rencontrent en juillet 1822 à Guayaquil, et peu de temps après, sans donner des raisons valables, San Martín renonce à toutes ses charges militaires et politiques, et laisse à Bolívar le soin de parachever la conquête du Pérou et de la Bolivie.

Bolívar, aidé d'Antonio José de Sucre et de José María Córdova, remporte les victoires de Junín (6 août 1824) et d'Ayacucho (9 décembre 1824). Ces victoires mettent fin à la guerre de libération du Pérou et de la Bolivie.



1973, P.A. n° 565

Bataille de Bomboná en 1822



1974, P.A. n° 578

150° anniversaire des batailles de Junín et d' Ayacucho

Il est assez surprenant de voir José María Córdova sur le timbre P.A. n° 578, alors que les véritables vainqueurs sont Bolívar et Sucre !

Pendant ce temps, le Panamá avait chassé les Espagnols, et avait voté fin 1821 son intégration dans la Grande Colombie. En 1822, c'est au tour des îles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina de rejoindre la Colombie.



1957, P.A. n° 289



1972, n° 665

150° anniversaire de l'annexion des îles San Andrés, Providencia et Santa Catalina

En 1824, les trois grands noms de la longue guerre de libération qui va de Caracas au Venezuela jusqu'à La Paz en Bolivie ont ainsi trouvé leur place :

- Bolívar à Lima, où il est nommé président-dictateur du Pérou, bien qu'étant officiellement encore toujours président de la Grande Colombie.
- Santander à Bogotá, gouvernant la Grande Colombie, bien que n'étant officiellement que vice-président.

- Sucre commande d'abord à Quito, où il gouverne l'Équateur, ensuite, à partir de 1826, à La Paz, en tant que président de la Bolivie.



1948, n° 420



1960, n°s 568 & 570, et P.A. n° 381



1983, n° 871



1983, P.A. n° 723

Simón Bolívar

Président de la Grande Colombie
Président-dictateur du Pérou



1983, P.A. n° 724



1945, n°s 388/396

Antonio José de Sucre

Gouverneur de la province de l'Équateur
Président de la Bolivie en 1826



1992, n° 978



2012, n° 1699



1992, P.A. n° 845

*Francisco de Paula Santander
Vice-président de la Grande Colombie*

Fin 1824, Bolívar se croit tout près d'atteindre son objectif final : réaliser une alliance étroite entre toutes les anciennes possessions espagnoles en Amérique du Sud et en faire finalement une seule et unique confédération. C'est dans ce but qu'il convoque en juin 1826 à Panamá un congrès, où les bases de cette union doivent être discutées. Mais tout se limite à de bonnes intentions et à un vague traité d'alliance, que la Grande Colombie sera la seule à ratifier. En quelques années, Bolívar verra son rêve s'écrouler suite à la montée des nationalismes.



1976, P.A. n° 603

150^e anniversaire du congrès de Panamá de 1826

Pendant que Bolívar s'occupe à partir de 1824 surtout du Pérou, c'est Santander, vice-président de la Grande Colombie, qui y exerce véritablement le pouvoir. Sérieux, honnête et travailleur, il fait tout pour gouverner d'une façon démocratique, dans le respect de la constitution et des lois.

Il essaie de diminuer le pouvoir de l'Église, de relancer l'économie et d'améliorer le sort des Indiens et des esclaves.

C'est surtout le ministre de l'intérieur José Félix de Restrepo qui vise l'extinction progressive de l'esclavage, en promulguant une loi stipulant que toute personne née en Colombie serait libre, même si ses parents sont esclaves. Cette loi a malheureusement un effet désastreux sur l'économie minière : les mines ne sont plus rentables depuis que les esclaves sont remplacés par une main d'œuvre rétribuée.



2009, n° 1518

José Félix de Restrepo

Mais sur le plan politique, l'existence de la Grande Colombie est rapidement menacée, suite au mécontentement croissant du Venezuela et de l'Équateur. Ces deux territoires s'estiment insuffisamment représentés à Bogotá, et manifestent de plus en plus leur volonté de sécession. Au Venezuela, l'homme fort est le général José Antonio Páez, qui réclame l'indépendance totale de son pays.



*Venezuela, 1973, n° 877
José Antonio Páez*

Voyant le danger, Bolívar rentre du Pérou en 1826, de plus en plus persuadé qu'un pouvoir fort et centralisé est la seule réponse pour éviter les sécessions. Il se heurte à Santander, beaucoup plus soucieux de la loi et de la constitution. Bolívar, qui était déjà officiellement président de la Grande Colombie, reprend les choses en main et en juin 1828, il s'arroge tous les pouvoirs et se proclame dictateur de Colombie. Mais il voit plusieurs de ses anciens compagnons se retourner contre lui :

- José Maria Córdova entre en rébellion armée et meurt au combat contre Bolívar le 17 octobre 1829.
- L'amiral Padilla, le vainqueur du lac Maracaibo, est exécuté.
- Francisco de Paula Santander est condamné à l'exil en 1828. Il ne reviendra au pays qu'après la mort de Bolívar.
- Antonio José de Sucre reste fidèle à Bolívar. Il doit combattre le Pérou, qui essaie d'annexer la Bolivie et l'Équateur. Voulant succéder à Bolívar à la présidence après la démission de ce dernier, il est assassiné le 4 juin 1830.



*1980, P.A. n° 651
Antonio José de Sucre*

Mais Bolívar, malgré tout son prestige, a perdu sa popularité, et il ne peut empêcher la sécession du Venezuela et de l'Équateur en 1830. La Grande Colombie cesse d'exister en 1830.

Malade, déçu et déprimé, il quitte la présidence le 4 mai 1830, et il meurt le 17 décembre 1830 à Santa Marta.



1930, n° 261



1980, P.A. n° 661
100^e et 150^e anniversaire de la mort de Bolívar



1980, n° 780



Venezuela, 1969, n° 796
Les États-Unis de la Grande Colombie

En 1981, 1982, 1995 et 2010, la poste colombienne a émis plusieurs séries de timbres-poste, honorant la pléthore de présidents dont son histoire est riche. Elle a été très souple dans son interprétation du mot "président", car on y retrouve les personnages qui ont été à la tête de la junte suprême de gouvernement, à partir du 20 juillet 1810, et surtout les personnages qui ont dirigé les gouvernements sans véritable pouvoir de la "Patria boba" de 1812 à 1816.



1995, n° 1026
Miguel Pey
Junie suprême
(25/7/1810-1/4/1811)



1995, n° 1027
Jorge Tadeo Lozano
Cundinamarca
(1/4/1811-19/9/1811)



1995, n° 1028
Antonio Nariño
Cundinamarca
(21/9/1811-29/8/1813)



1995, n° 1030
Camilo Torres
Congrès des Provinces-Unies de Nouvelle-Grenade
(27/10/1812-5/10/1814)



1995, n° 1030
José Fernández Madrid



1995, n° 1031
José María Del Castillo y Rada
Triumvirat des Provinces-Unies de Nouvelle-Grenade
(5/10/1814-21/1/1815)



2010, n° 1563
José Joaquín Camacho



2010, n° 1562
Custodio García Rovira
(12/12/1814-28/3/1815)



1995, n° 1032
Manuel Rodríguez Torices
Provinces-Unies de Nouvelle-Grenade
(28/7/1815-17/8/1815)



1995, n° 1033
Antonio Villavicencio
(17/8/1815-15/11/1815)



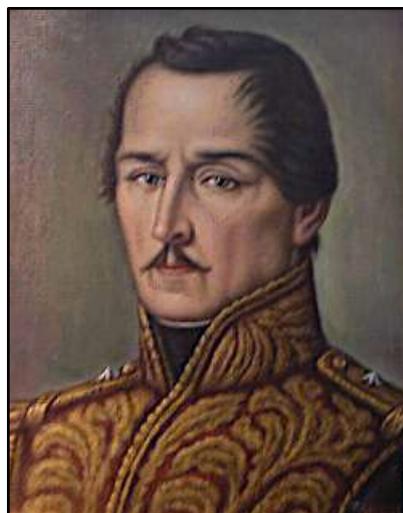
1995, n° 1034
Liborio Mejía
Provinces-Unies de Nouvelle-Grenade
(22/6/1816-30/6/1816)



1981, n° 837
Simón Bolívar
Grande Colombie
(7/8/1819-4/5/1830)



Bolívar



Santander



Sucre

III. L'anarchie (1830-1880)

Après le départ et la mort de Bolívar, il faut plus d'un demi-siècle à la Colombie pour trouver une certaine stabilité. La raison de cette anarchie persistante est le fait que la Colombie n'est pas une véritable nation, mais un ensemble de provinces et de régions qui se jalourent et se regardent avec méfiance. Cette absence de sentiment d'unité va entraîner une suite interminable de conflits régionaux, de guerres civiles et de coups d'État, entrecoupés de guerres avec ses voisins, surtout l'Équateur. Le plus étonnant est que la Colombie soit parvenue à survivre à un demi-siècle de violence et d'anarchie.

Les problèmes commencent dès la démission de Bolívar, le 4 mai 1830. Domingo Caicedo, qui avait déjà assuré l'intérim pendant la maladie de Bolívar, est nommé à la tête de l'exécutif, jusqu'à son remplacement par Joaquín Mosquera, dès le 13 juin 1830. Mais les provinces du sud refusent de le reconnaître, et le 4 septembre 1830, le général Rafael Urdaneta prend le pouvoir à Bogotá, tandis que Juan García del Río y est nommé officiellement président.



1982, n° 840
Domingo Caicedo



1982, n° 839
Joaquín Mosquera



1995, n° 1035
Rafael Urdaneta



1995, n° 1036
Juan García del Río

Mais la province de Cauca, qui englobait alors tout le sud du pays et couvrait plus de la moitié du pays, proclame son rattachement à l'Équateur. C'est en même temps la guerre civile et la guerre contre le pays voisin. Le général Obando, un des chefs de la sécession du sud, sort vainqueur de la guerre civile, et entre le 30 avril 1831 à Bogotá.

Sous la pression des généraux vainqueurs, Urdaneta est obligé de céder le pouvoir à Joaquín Mosquera, qui gouverne avec Caicedo jusqu'au 23 novembre 1831.

Les deux faits les plus marquants pendant le gouvernement du tandem Mosquera-Caicedo sont la victoire contre l'Équateur, ce qui met également fin à la sécession des provinces du sud, et la fin officielle de la Grande Colombie, qui devient le 20 octobre 1831 la *République de Nouvelle-Grenade*.

Le général José María Obando en occupe la présidence jusqu'aux élections de 1832, où Francisco de Paula Santander, de retour d'exil, est élu président pour quatre ans, selon la nouvelle constitution.



1981, n°s 781 & 791
José María Obando



1982, n° 838
Francisco de Paula Santander

Le général Obando est une des figures les plus controversées de la Colombie.

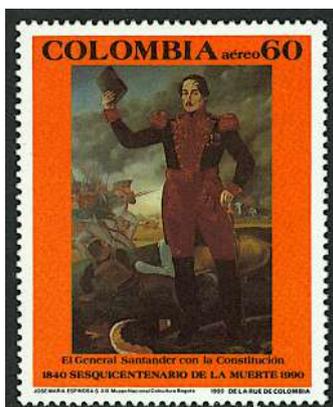
- Il s'était déjà distancé de Bolívar en 1828, et avait mené une campagne militaire contre celui-ci. Dans la situation critique où il se trouvait, avec les défections du Venezuela et de l'Équateur, Bolívar n'avait eu d'autre choix que de se réconcilier avec Obando et même de le promouvoir à la tête de l'armée.
- Obando est encore toujours soupçonné d'avoir été le responsable de l'assassinat de Sucre.
- Il avait causé la guerre civile de 1831 en proclamant la sécession des provinces du sud. Il était sorti vainqueur de cette guerre.
- Il allait encore jouer un grand rôle dans la "Guerre des Suprêmes", une guerre civile qui se déroulera de 1839 à 1841. Cette fois-ci, Obando y connaîtra la défaite.
- Il sera finalement élu une dernière fois à la présidence, qu'il occupera de 1853 à 1854, avant de mourir en 1861, encore et toujours occupé à compléter.



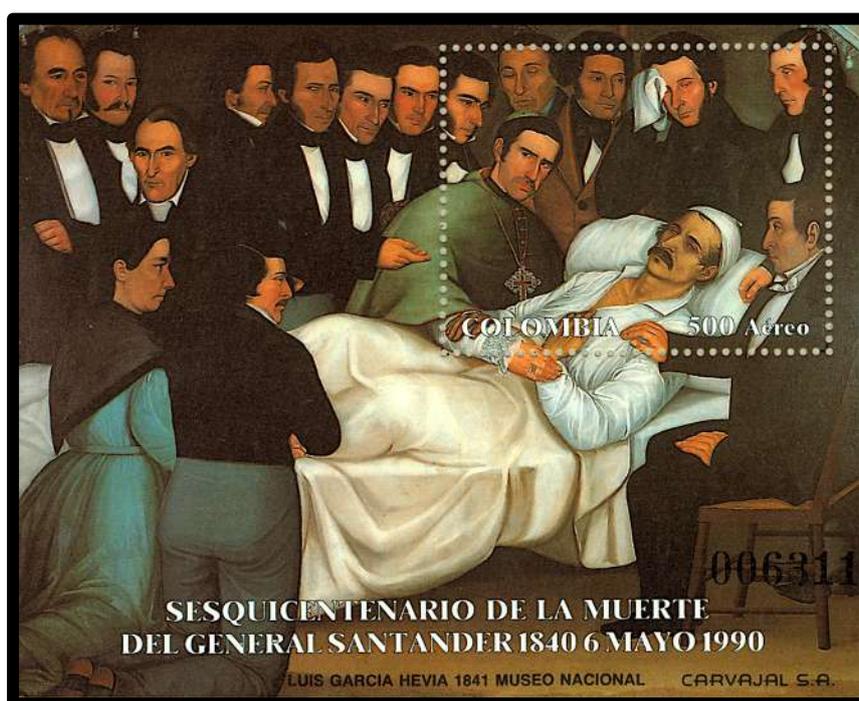
1995, n° 1050
José María Obando

Santander, une des grandes figures de la guerre d'indépendance, accède donc enfin à la présidence en 1832. Élu provisoirement en 1832 et officiellement en 1833, il ne connaît pas de grande crise pendant sa présidence, mais il ne parviendra jamais à se réconcilier avec les partisans de Bolívar, de qui il s'était distancié en 1828. Il avait alors échappé de justesse à la condamnation à mort, et était parti en exil. Santander perd les élections de 1837 contre José Ignacio de Márquez, et devient alors président du Congrès. Il meurt le 6 mai 1840.

Son plus grand titre de gloire pendant sa présidence est d'avoir fortement favorisé l'éducation et l'instruction publique.



1990, n° 951 & P.A. n°s 816 & 817
150^e anniversaire de la mort de Francisco de Paula Santander



1990, bloc 41
150^e anniversaire de la mort de Francisco de Paula Santander

José Ignacio de Márquez, le successeur de Santander et président de 1837 à 1841, a moins de chance : pendant sa présidence se déroule une nouvelle guerre civile, nommée la “*Guerre des Suprêmes*”, entre 1839 et 1842.

C’est une affaire religieuse qui met le feu aux poudres : le président décide de supprimer les couvents dans le sud de la république, ce qui engendre une véritable insurrection, surtout à Pasto. Obando se met une nouvelle fois à la tête des insurgés, qui semblent avoir partie gagnée. Une à une, les provinces proclament leur sécession et se déclarent indépendantes, ne voulant réintégrer la république que lorsque celle-ci sera entièrement fédérale, avec une large autonomie pour chaque province. À la tête de chaque province se trouve un “*Jefe Supremo*”, ce qui a donné son nom à cette guerre civile.

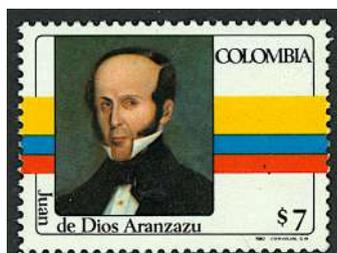
Finalement, le président Márquez parvient à retourner la situation, à battre les insurgés et à restaurer ainsi une union précaire, grâce à l’action de deux généraux, Pedro Alcántara Herrán et Tomás Cipriano de Mosquera. Ils en seront récompensés par la présidence : Herrán de 1841 à 1845 et Mosquera de 1845 à 1849. De juillet 1841 à mai 1842, Herrán confie la présidence à Juan de Dios Aranzazu, pour se consacrer uniquement à son rôle de chef de l’armée pendant la *Guerre des Suprêmes*. Il y a également un président intérimaire d’août 1847 à décembre 1847, pendant l’absence de Mosquera : cet intérim est rempli par le conservateur Rufino Cuervo.



1982, n° 841
José Ignacio de Márquez



1981, n° 810
Pedro Alcántara Herrán



1982, n° 842
Juan de Dios Aranzazu



1981, n° 808
Tomás Cipriano de Mosquera



2010, n° 1561

Rufino Cuervo



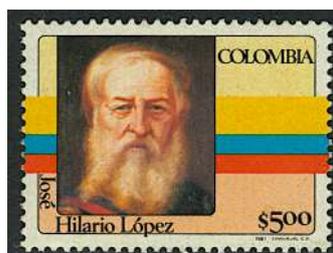
1917, n° 219

Les divergences de vue entre les *bolivaristes*, partisans d'un État centralisé avec un pouvoir présidentiel très étendu, et les *santandéristes*, partisans d'un État fédéral avec une large autonomie aux provinces, mène à la constitution des deux partis qui vont diriger la Colombie pendant 150 ans : les santandéristes fondent en 1848 le parti libéral, les bolivaristes en 1849 le parti conservateur.

En 1849, le général José Hilario López, libéral, est élu président. C'est aussi un "ancien" de la guerre d'indépendance et des guerres civiles : aussi bien en 1828 qu'en 1830, il s'était rangé du côté d'Obando, contre le gouvernement de Bogotá.



1999, n° 1094



1981, n°s 782 & 792

José Hilario López



Pendant sa présidence, de 1849 à 1853, de grandes réformes libérales ont lieu : abolition de la peine de mort pour délits politiques, liberté de la presse, et surtout, le 21 mai 1851, l'abolition définitive de l'esclavage. Cette dernière mesure entraîne une nouvelle insurrection, cette fois-ci des grands propriétaires terriens, conservateurs et esclavagistes. Ils sont finalement battus par l'action énergique du général José María Melo.

En 1853, Obando est une dernière fois élu à la présidence, mais la confusion règne à Bogotá, suite à la discorde entre libéraux durs et modérés. Pour y mettre fin, le général Melo, encore tout auréolé de sa victoire contre les conservateurs en 1851, commet en avril 1854 un coup d'État et prend la présidence. Il est cependant battu par l'intervention militaire de trois anciens présidents : Herrán, Mosquera et López, et se rend le 4 décembre 1854.

Pendant la courte dictature de Melo, un gouvernement en exil est constitué à Ibagué, dans la province de Tolima. Il est dirigé d'abord par Tomás de Herrera (avril-août 1854), ensuite par José de Obaldía (août-décembre 1854).



1995, n° 1037
José María Melo



1995, n° 1038
Tomás de Herrera



1982, n° 843
José de Obaldía

Après sa défaite, Melo est banni et déchu de sa dignité de président. La désunion des libéraux a causé leur perte, et les conservateurs forment un nouveau gouvernement, nommant un de leurs, Manuel María Mallarino, pour terminer le mandat d'Obando jusqu'en 1857, suivi de Mariano Ospina Rodríguez, élu en 1857.



1981, n° 811
Manuel María Mallarino



1982, n° 809
Mariano Ospina Rodríguez



1959, P.A. n° 341

Mais le pays se disloque : la constitution de 1853 - la nième d'une interminable série - avait divisé le pays en 35 provinces. Mais les libéraux, qui se sentent menacés par le centralisme d'Ospina, finissent par se regrouper en neuf grandes entités régionales, qui, l'une après l'autre, se proclament souveraines. Panamá est la première en 1854, suivie par Antioquia en 1856, et toutes les autres en 1857 : Santander, Bolívar, Boyacá, Cauca, Magdalena, et Cundinamarca, dont la partie occidentale, Tolima, se sépare en 1861.

Une nouvelle (!) constitution, votée en 1858, reconnaît cet état de fait et modifie le nom du pays, qui devient maintenant la *Confédération grenadine*.

Cette période est une aubaine pour les philatélistes, car chaque province autonome de cette *Confédération grenadine* émettra ses propres timbres, dont voici quelques exemples.



Timbres d'Antioquia

Timbres de Boyacá



Timbres de Bolívar

Timbres de Cundinamarca



Timbres de Santander

Timbres de Cúcuta

Timbres de Tolima

Mosquera, constatant que les gouverneurs de ces provinces avaient plus de pouvoir que le président fédéral, se réconcilie avec le vieux général Obando, qui avait été son ennemi dans le "Guerre des Suprêmes", et ensemble, ils se dressent contre le pouvoir à Bogotá. C'est de nouveau la guerre civile.

- D'un côté, il y a les libéraux dissidents, avec Mosquera et Obando à leur tête, et où Juan José Nieto Gil se proclame président, avant de céder le pouvoir à Mosquera, Obando étant décédé le 29 avril 1861.

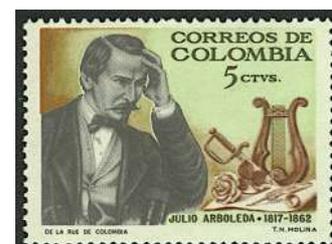
- De l'autre côté, il y a le gouvernement conservateur de Bogotá, où, en l'absence d'élections à la fin du mandat d'Ospina, Bartolomé Calvo assume la présidence (avril-juin 1861), suivi de Julio Arboleda Pombo (juin-juillet 1861), qui allait périr assassiné le 13 novembre 1862.



*2010, n° 1560
Juan José Nieto Gil*



*1981, n° 833
Bartolomé Calvo*



*1966, n° 614
Julio Arboleda Pombo*

Mosquera, nanti d'une longue expérience militaire, n'a aucune peine à s'emparer de la capitale, et le 18 juillet 1861, il s'autoproclame de nouveau président. Il prépare une nouvelle constitution pour 1863, et dans ce but, l'exécutif est temporairement, de février à mai 1863, confié à un groupe de cinq membres (les anciens présidents Mosquera et López, les futurs présidents Gutiérrez et Salgar, et Froilan Largacha).



1978, n° 728
Tomás Cipriano de Mosquera



1995, n° 1039
Froilan Largacha

Mosquera, anticlérical notoire, se met immédiatement les conservateurs catholiques sur le dos en proclamant la sécularisation des biens de l'Église. Et, par la nouvelle constitution de 1863 (il y en a eu six en un demi-siècle !), il change encore une fois le nom du pays, qui devient maintenant les *États-Unis de Colombie*.

Certains opposants essaient encore de garder un semblant de légalité, comme Ignacio Gutiérrez Vergara, qui se proclame président en 1861, mais qui doit vivre dans la clandestinité jusqu'à son arrestation. Mosquera ne tient pas compte de lui, et nomme Andrés Cerón Serrano président par intérim pendant ses absences.



2010, n° 1559
Ignacio Gutiérrez Vergara



2010, n° 1558
Andrés Cerón Serrano

Mosquera perd cependant les élections de 1864 (la nouvelle constitution avait réduit la durée du mandat présidentiel à deux ans), et c'est son rival libéral Manuel Murillo Toro qui est élu. Mais deux ans plus tard, c'est à nouveau Mosquera qui gagne les élections. En attendant son arrivée, José María Rojas Garrido exerce pendant deux mois la présidence en 1866.



1981, n°s 783 & 793
Manuel Murillo Toro



1981, n° 831
José María Rojas Garrido

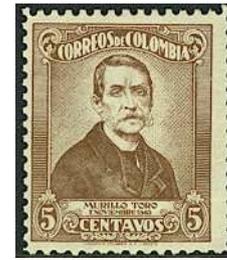


1944, n° 370



1965, P.A. n° 450

Manuel Murillo Toro



1944, n° 378

Le timbre du milieu commémore le 100^e anniversaire du télégraphe en Colombie, installé sous la présidence de Murillo Toro

Pendant son nouveau mandat à partir de 1866, Mosquera se rend compte que sa dernière constitution avait fortement affaibli la présidence, aussi bien politiquement que financièrement. C'est pourquoi il tente un nouveau coup d'État en avril 1867, renvoyant le congrès et gouvernant en dictateur. Mais cette fois-ci, c'est l'échec. Il est renversé en mai 1867 et condamné à trois ans d'exil. Il ne reviendra qu'en 1870, pour se représenter aux élections présidentielles, où il sera battu.

Le renversement de Mosquera en 1867 marque le début de quinze années d'hégémonie des libéraux radicaux. Mais le pouvoir central, extrêmement affaibli, n'est plus incarné que par des personnalités de second ordre : Santos Acosta (1867-1868), Santos Gutiérrez (1868-1870), Eustorgio Salgar (1870-1872), de nouveau Manuel Murillo Toro (1872-1874), Santiago Pérez (1874-1876), Aquileo Parra (1876-1878), et Julián Trujillo Largacha (1878-1880), avec des courts interims de Salvador Camacho Roldán (1868 et 1871) et de Sergio Camargo (1876), à cause de l'absence du président.



1981, n° 812
Santos Acosta



1981, n° 807
Santos Gutiérrez



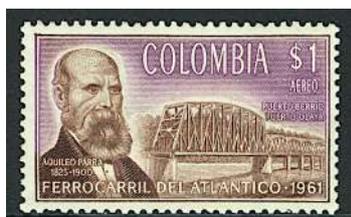
1981, n° 813
Eustorgio Salgar



1981, n°s 784 & 794
Santiago Pérez



1981, n° 806
Aquileo Parra



1962, P.A. n°s 425/426
Aquileo Parra



1982, n° 814
Julián Trujillo Largacha



1995, n° 1040
Salvador Camacho Roldán



1981, n° 832
Sergio Camargo

Mais la situation des *États-Unis de Colombie* n'est guère brillante : ce n'est plus que l'addition de neuf États confédérés souverains, où chacun mène sa propre vie, avec sa constitution, ses lois, sa justice, sa monnaie, ses timbres-poste, ses douanes et son armée. Il n'y a plus que les relations extérieures qui restent dans le pouvoir confédéral, mais même cela est difficile, en l'absence de ressources financières.

C'est la régionalisation poussée à l'extrême, avec à chaque niveau la fraude et la corruption. Un président est même élu avec plus de voix qu'il n'y a d'électeurs... Le tout est accompagné d'innombrables conflits locaux, et même d'une vraie guerre civile, qui éclate en 1876 : suite à la politique très anticléricale des libéraux, les conservateurs, en grande majorité catholiques, se révoltent. Ce conflit se termine par une trêve en 1877.

IV. La Régénération et l'hégémonie conservatrice (1880-1930)

La piètre situation des *États-Unis de Colombie* engendre, à partir de la fin des années 1870 un mouvement réformateur qui aboutit dans les années 1880 à la *Regeneración*.

Cette “Régénération” n’est pas du tout sociale, très peu économique, mais avant tout politique. Elle résulte de l’analyse que la constitution de 1863 n’avait mené qu’à la sclérose et à l’impuissance.

Les réformes commencent en 1878, sous la présidence de Julián Trujillo Largacha, qui essaie de réconcilier l’État avec l’Église. Mais c’est surtout son successeur, Rafael Núñez, qui allait être le grand artisan de la “Régénération”. Il essaie, avec les libéraux moins radicaux de son propre parti et avec les conservateurs les plus modérés, d’amorcer des réformes administratives, mais il est bloqué par la brièveté du mandat présidentiel (1880-1882) et par les ultras libéraux.



1886, n° 87



1975, n° 686

Rafael Núñez

Ces mêmes libéraux radicaux essaient de se maintenir au pouvoir, en faisant élire entre 1882 et 1884 un des leurs à la présidence : Francisco Javier Zaldúa, qui meurt le 21 décembre 1882, après quelques mois de présidence, ensuite Clímaco Calderón Reyes, qui démissionne après... un jour, puis José Eusebio Otálora, de 1882 à 1884, et finalement Ezequiel Hurtado, en 1884.



1981, n° 815
Francisco Javier Zaldúa



2010, n° 1557
Clímaco Calderón Reyes



1981, n° 816
José Eusebio Otálora



1995, n° 1041
Ezequiel Hurtado

En 1884, Rafael Núñez est réélu à la présidence. Officiellement, sous l'étiquette libérale, mais en fait, avec l'aide des conservateurs qui voient en lui, à juste titre, l'homme du changement.

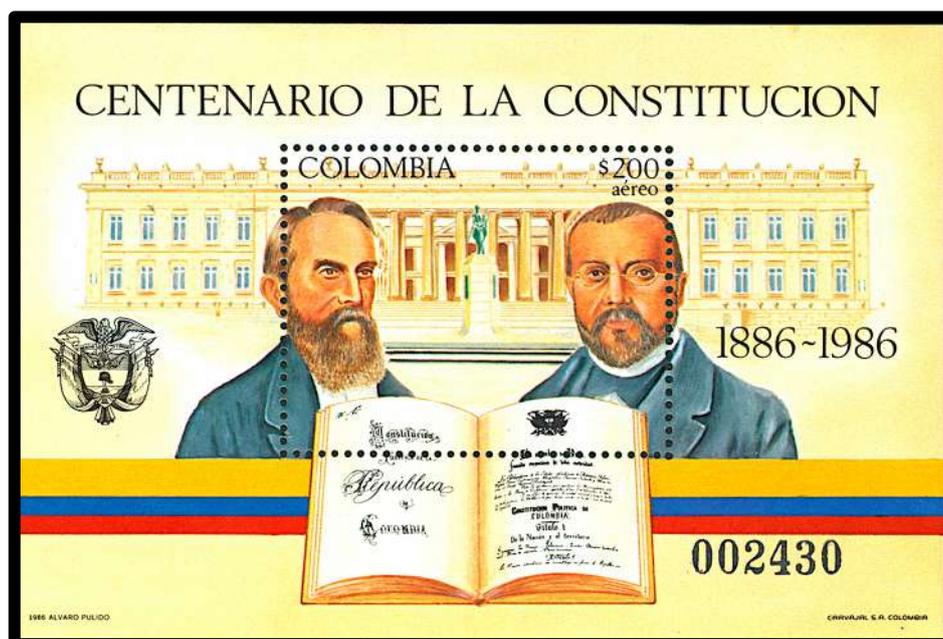


1981, n° 805
Rafael Núñez

Son programme est clair : reconstruction d'un État fort et réconciliation avec l'Église. Pour réaliser ce programme, il crée le *Parti National*, formé des libéraux modérés et des conservateurs. Les libéraux radicaux avaient d'ailleurs perdu tout pouvoir, et ne contrôlaient plus que deux départements sur neuf, dont ils furent rapidement éliminés.

Núñez commande une nouvelle constitution, qui est promulguée en 1886 : elle restera en vigueur jusqu'en 1991 ! Cette constitution est, à l'opposé de la précédente de 1863, extrêmement centraliste. Le pays reçoit son nom définitif de *République de Colombie*. Les neufs États souverains sont supprimés et remplacés par des départements, qui au fil des ans atteignent le nombre de 32.

Les lois, les finances et la fiscalité, la monnaie et les timbres-poste redeviennent des prérogatives du gouvernement central. Les armées régionales sont dissoutes. Le président voit ses pouvoirs accrus, et il est élu pour six ans. La peine de mort est rétablie, la liberté de la presse fortement jugulée et le catholicisme élevé au niveau de religion d'État. L'enseignement est placé entre les mains du clergé.



1986, bloc 39

La constitution de 1886

Effigies de Rafael Núñez et de Miguel Antonio Caro, qui est le véritable auteur de la constitution, et qui sera président de 1892 à 1898.



1986, P.A. n° 758
La constitution de 1886



1944, n° 416
À gauche : Miguel Antonio Caro,
l'auteur de la constitution

Cette constitution est extrêmement autoritaire. Son but lointain est d'unifier la Colombie - ce qui se ne se concrétisera que très lentement -, mais le but immédiat est d'écarter définitivement les libéraux radicaux du pouvoir. Et cela est une réussite parfaite : il n'y aura pendant 20 ans qu'au maximum un seul député libéral radical au Congrès !

Núñez est réélu en 1886, cette fois-ci pour six ans, mais son mauvais état de santé l'oblige à céder plusieurs fois le pouvoir à d'autres, qui assument la présidence par intérim : José María Campo Serrano (août 1886 - janvier 1887), Eliseo Payán (janvier 1887 - juin 1887 et décembre 1887 - février 1888) et Carlos Holguín Mallarino (1888 - 1892). Bien qu'officiellement réélu en 1892, Núñez cède immédiatement la présidence au véritable auteur de la constitution de 1886, Miguel Antonio Caro, qui remplit son plein mandat présidentiel, de 1892 à 1898, avec le très court intérim (cinq jours en mars 1896) de Guillermo Quintero Calderón. Tous se réclament du Parti National, créé par Núñez, et ils gouvernent sans aucune opposition valable, le parti libéral étant totalement muselé.



1981, n° 830
José María Campo Serrano



1981, n° 829
Eliseo Payán



1981, n° 828
Carlos Holguín Mallarino



1981, n° 817
Miguel Antonio Caro



1982, n° 844
Guillermo Quintero Calderón

Mais dès 1895, le Parti National, le grand bénéficiaire de la nouvelle constitution, connaît la discorde : il se scinde en conservateurs "historiques", favorables à un adoucissement des lois, et en conservateurs "nationaux", comme le président Caro lui-même, qui suivent une ligne dure et radicale.

Les libéraux en profitent pour redresser la tête, et un premier soulèvement se produit en 1895, rapidement réprimé. Mais une véritable guerre civile éclate en octobre 1899 : elle est extrêmement violente et destructrice, et va durer presque trois ans : de là son nom de " guerre des Mille Jours".

Les libéraux profitent de la faiblesse du nouveau président conservateur Manuel Antonio Sanclemente, élu en 1898 contre le candidat libéral Miguel Samper, pour lancer l'insurrection générale. Les deux grands commandants des rebelles libéraux sont les généraux Rafael Uribe Uribe et Benjamín Herrera, tandis que Próspero Pinzón est le principal chef militaire de l'armée gouvernementale. Le 31 juillet 1900, le président Sanclemente est mis à l'écart à cause de son manque de fermeté – il a 87 ans ! -, et remplacé par José Manuel Marroquín, qui achève le mandat présidentiel de 1900 à 1904.



1981, n° 818
Manuel Antonio Sanclemente



1976, P.A. n° 600
Miguel Samper



1981, n° 827
José Manuel Marroquín



1904, n° 181A/181B



José Manuel Marroquín



Boyacá, 1903, n° 9



1979, n° 738

Rafael Uribe Uribe



2009, n° 1503



1903, n°s 162/164



Próspero Pinzón



Boyacá, 1903, n° 4/5



La *guerre des Mille Jours* est une guerre sanglante, faisant plus de 300 000 morts. Elle dure longtemps, parce que les rebelles sont soutenus par les présidents de l'Équateur, du Venezuela et du Nicaragua, qui envoient des renforts en hommes et en armes pour affaiblir la Colombie. En plus, le président Theodore Roosevelt des États-Unis observe l'évolution de la guerre avec attention, vu son intention d'entamer la construction du canal de Panamá.

C'est lui qui parvient à faire signer un traité de paix entre les belligérants, le 21 novembre 1902, à bord du navire de guerre américain *USS Wisconsin*. Par ce traité, les libéraux renoncent à la lutte armée. Ils obtiennent l'amnistie et l'interdiction de leur presse est levée, mais ils restent exclus de la politique nationale : les conservateurs sont les véritables vainqueurs de cette guerre civile.



1942, n° 355

40^e anniversaire du traité de paix de l'USS Wisconsin

Mais ce qui allait envenimer la politique colombienne pendant plus de 20 ans, est la perte de la province de Panamá, due à la volonté des États-Unis de construire et surtout de s'approprier un canal reliant les deux océans.

En 1902, les États-Unis rachètent à la France les droits légaux pour la construction de ce canal, après l'échec retentissant de Ferdinand de Lesseps. L'homme qui montre le plus de hâte pour la construction du canal est Theodore Roosevelt, président des États-Unis depuis 1901. C'est surtout pour des raisons militaires, afin de pouvoir transporter les navires de la marine américaine le plus rapidement possible d'un océan à l'autre.



Panamá, 1955, n° 303

Le président Theodore Roosevelt

Mais il y a un problème : le Panamá fait partie de la république colombienne ! Roosevelt entame donc des négociations avec la Colombie, pour acquérir les droits du canal. C'est ainsi que le 22 janvier 1903, le traité Hay-Herrán est signé, par lequel la Colombie cède ses droits sur la zone du canal aux Américains. Mais le Sénat colombien refuse d'entériner ce pacte, et les États-Unis jouent alors un jeu très peu reluisant.

La rébellion continuait à couvrir au Panamá, et les libéraux, battus dans la *guerre des Mille Jours*, y aspiraient à l'autonomie et même à l'indépendance. Roosevelt accorde alors un appui sans réserves aux libéraux panaméens, leur promettant l'indépendance s'ils acceptent de concéder ensuite la zone du canal aux États-Unis.

Plusieurs leaders libéraux (José Agustín Arango, Manuel Amador Guerrero, Carlos Constantino Arosemena, le général Nicanor de Obarrio, Ricardo Arias, Federico Boyd, Tomás Arias et Manuel Espinosa) s'associent et forment une junte qui déclenche la guerre contre la Colombie.



*Panamá, 1953, n° 292
Les huit membres de la junte révolutionnaire*



Manuel Amador Guerrero



José Agustín Arango



Federico Boyd



Manuel Espinosa



Ricardo Arias



Carlos Constantino Arosemena



Nicanor de Obarrio



Tomás Arias

Panamá, 1948, P.A. n°s 85/92

Plusieurs notables colombiens, avec à leur tête le gouverneur José Domingo de Obaldía et le général Esteban Huertas, choisissent le camp des rebelles panaméens, ce qui donne, en plus de l'aide américaine en argent et en armes, une victoire facile au Panamá face à une armée colombienne épuisée par la *guerre des Mille Jours*. Le 3 novembre 1903, l'indépendance du Panamá est proclamée, et dès le lendemain, un gouvernement provisoire est constitué, avec le trio José Agustín Arango, Federico Boyd et Tomás Arias. En février 1904 Manuel Amador Guerrero devient le premier président de la république panaméenne.



*Panamá, 1953, P.A. n° 126
La déclaration d'indépendance*



*Panamá, 1934, n° 169
José Domingo de Obaldía*



*Panamá, 1933, n° 168
Le président Manuel A. Guerrero*



*Panamá, 1953, P.A. n° 130
Au centre, le général Esteban Huertas*

Les États-Unis n'attendent pas longtemps pour rappeler aux nouvelles autorités panaméennes leurs exigences concernant la zone du canal : déjà le 18 novembre 1903, donc à peine deux semaines après la proclamation de l'indépendance panaméenne, le nouveau traité Hay - Bunau-Varilla est signé. Ce traité donne aux États-Unis tous les droits de construction et d'exploitation du canal, et l'entière propriété de la zone limitrophe. Ce n'est qu'en 1921 que la Colombie sera indemnisée par les États-Unis pour la perte de la province de Panamá.

Le successeur de Marroquín est le conservateur Rafael Reyes Prieto, élu en 1904. Mais, dans le but de promouvoir la réconciliation nationale, il nomme des libéraux, comme les anciens rebelles Uribe Uribe et Benjamín Herrera, à des postes ministériels. Pour les conservateurs radicaux, le fait de partager le pouvoir avec des ennemis héréditaires équivaut à une trahison de la part du président, qui tente fin 1904 un véritable coup d'État en suspendant les activités du Congrès et en amendant la constitution, portant son propre mandat à dix ans. Cette véritable dictature, même si elle a au départ des bonnes intentions, finit par mécontenter tout le monde. En 1908, Rafael Reyes Prieto avait déjà, pendant une absence d'un mois, cédé le pouvoir à Diego Euclides de Angulo Lemos, mais il est renversé en 1909, préférant démissionner plutôt que de risquer une nouvelle guerre civile.

Deux courtes présidences (Jorge Holguín et Ramón González Valencia) se succèdent alors de 1909 à 1910, le temps d'annuler les décisions de Rafael Reyes Prieto et de revenir au conservatisme radical et anti-libéral.



*1981, n°s 785 & 795
Rafael Reyes Prieto*



*2010, n° 1556
Diego Euclides de Angulo Lemos*



1957, n° 538 & P.A. n° 298



Rafael Reyes Prieto



2009, n° 1474



1981, n° 825
Jorge Holguín



1981, n° 826
Ramón González Valencia

Pour éviter des événements comme avec Reyes Prieto, le mandat présidentiel est réduit à quatre ans. Les présidents sont de nouveaux des “vrais” conservateurs, avec un gouvernement monopartisan, sans les libéraux. Ceux-ci ont tout de même gardé leur presse libre, où ils ne manquent pas d’attaquer le gouvernement d’une façon très agressive.

Les trois présidents conservateurs qui se suivent alors sont Carlos Eugenio Restrepo (1910-1914), José Vicente Concha (1914-1918) et Marco Fidel Suárez (1918-1921).



1981, n°s 786 & 796
Carlos Eugenio Restrepo



1981, n° 787 & 797
José Vicente Concha





1981, n° 804



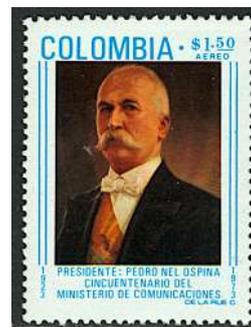
1955, P.A. n° 272

Marco Fidel Suárez

Marco Fidel Suárez, attaqué injustement par des membres de son propre parti, démissionne en novembre 1921. C'est de nouveau Jorge Holguín qui termine son mandat. Suivent alors encore deux présidents conservateurs, qui continuent toujours la même politique : Pedro Nel Ospina (1922-1926) et Miguel Abadía Méndez (1926-1930).



1981, n° 803



1973, P.A. n° 569

Pedro Nel Ospina



1981, n°s 788 & 798



Miguel Abadía Méndez

Pendant que la politique se sclérose par un demi-siècle de pouvoir conservateur pratiquement sans partage, la Colombie connaît une grande évolution économique et sociale. L'infrastructure et les communications s'améliorent sensiblement. La production de café connaît un essor spectaculaire, et la Colombie devient le deuxième producteur de café du monde, après le Brésil.

Mais sur le plan politique, militaire, économique et financier, le pays dépend de plus en plus des États-Unis, qui exploitent surtout à leur profit les richesses du pays, comme le pétrole (la *Standard Oil*) et la culture des fruits, surtout les bananes (la *United Fruit Company*).

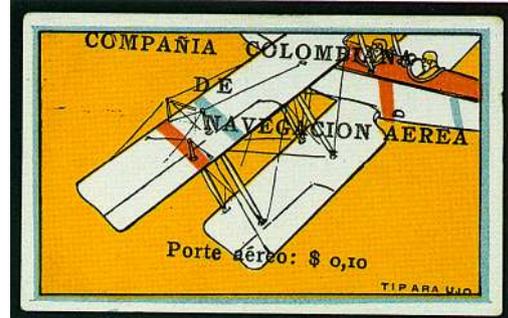
Le développement colombien est spectaculaire, mais il s'accompagne malheureusement de déséquilibres profonds sur le plan social. Les premières grèves se situent en 1918. Elles prennent un aspect plus virulent en 1924 et 1927, dans l'industrie du pétrole, mais la grève qui va le plus marquer les esprits est celle des travailleurs de la *United Fruit Company*, qui se termine par un massacre dans la petite ville de Ciénaga, quand l'armée tire sur la foule, faisant plus de 1000 victimes.

La Colombie fait cependant figure de pionnière dans le transport aérien : dès 1919, elle crée la SCADTA (*Sociedad Colombo-Alemana de Transportes Aéreos*), qui est la deuxième compagnie aérienne au monde et la première en Amérique. Elle fonctionnera jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Et déjà l'année suivante, en 1920, la *Compañía Colombiana de Navegación Aérea* voit le jour. Elle fera la joie des collectionneurs de timbres-poste, avec ses vignettes d'une simplicité et d'une naïveté touchantes.



1995, P.A. n°s 893 & 898

75^e anniversaire de la SCADTA et de la Compañía Colombiana de Navegación Aérea



1920, exemples des timbres émis par la la Compañía Colombiana de Navegación Aérea (facsimilés)

V. De l'hégémonie libérale à la guerre civile (1930-1957)

C'est grâce aux divisions des conservateurs que les libéraux remportent les élections de 1930. C'est une des rares fois dans l'histoire de la Colombie que l'alternance se fait sans violence.

C'est le libéral Enrique Olaya Herrera qui devient président. Pour faire face à la crise économique qui touche le monde entier, il constitue un gouvernement de coalition nationale.



1981, n° 802



1980, P.A. n° 656

Enrique Olaya Herrera

Mais dès 1934, après une nouvelle victoire libérale aux élections présidentielles, les conservateurs sont écartés, les dangers de la crise s'étant éloignés. Le nouveau président est Alfonso López Pumarejo, qui lance en 1936 deux réformes majeures : la réforme agraire et la réforme constitutionnelle. C'est, selon le nouveau président, la "*Révolution en marche*".

La réforme agraire n'est pas spectaculaire, mais c'est la première fois qu'une certaine protection est donnée aux petits agriculteurs face aux grands propriétaires. Dans la réforme constitutionnelle, le suffrage universel masculin est accordé et d'importantes réformes fiscales et juridiques sont introduites. Les conservateurs catholiques crient au scandale, car l'Église perd tous ses privilèges fiscaux et juridiques.



1961, bloc 22

Alfonso López Pumarejo



1961, n°s 589/590 & P.A. n°s 386/387



1981, n° 801



1986, P.A. n° 745

Alfonso López Pumarejo

Cette politique, soucieuse des intérêts des agriculteurs et des travailleurs, est avant tout inspirée par la crainte de voir les partis socialiste et communiste, jusqu'alors peu importants, s'implanter solidement en Colombie. Une fois ces dangers provisoirement écartés, les libéraux abandonnent progressivement leurs projets de législation sociale, et en reviennent à la répression pour résoudre les conflits sociaux. C'est le cas du libéral Eduardo Santos, président de 1938 à 1942, qui doit faire face à la crise engendrée par la deuxième guerre mondiale, qui touche le pays plus sévèrement que la crise économique des années 1930. Les marchés mondiaux se ferment, le commerce extérieur chute brutalement, et les prix du café et des bananes s'effondrent.



1981, n°s 789 & 799

Eduardo Santos



1988, n° 925

Le libéral Alfonso López Pumarejo est réélu en 1942 pour un nouveau mandat, mais, alors que sa première présidence fut un succès, sa deuxième est un échec. Les raisons de cet échec sont multiples : il est paralysé par les querelles des clans qui s'affrontent au niveau gouvernemental et il a de graves problèmes familiaux. Déjà en 1942, il laisse pendant dix jours la présidence à Carlos Lozano y Lozano, et de novembre 1943 à novembre 1944, il laisse la présidence à Darío Echandía Olaya. Revenu au pouvoir en 1944, il doit d'abord faire face à une tentative de coup d'État avant de démissionner finalement en août 1945, complètement déçu et dégoûté. C'est Alberto Lleras Camargo qui termine son mandat de 1945 à 1946.



1982, n° 845
Carlos Lozano y Lozano



1995, n° 1042

Darío Echandía Olaya

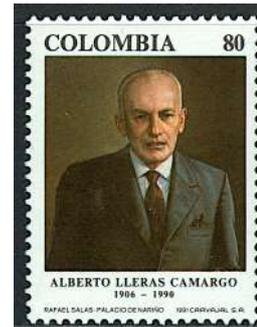


1991, n° 965



1995, n° 1043

Alberto Lleras Camargo



1991, n° 973

La division des libéraux donne en 1946 la victoire à un conservateur, Mariano Ospina Pérez, président de 1946 à 1950, qui forme à nouveau un gouvernement d'union nationale.



1981, n°s 790 & 800

Mariano Ospina Pérez



Pendant les difficiles années 1940 surgit un personnage qui va non seulement marquer son époque, mais toute l'histoire de la Colombie : Jorge Eliécer Gaitán. Pendant dix ans, il sera le porte-parole du peuple, face à un système politique sclérosé et déconsidéré. Il s'était fait connaître en 1929 par sa violente réaction contre le massacre des bananeraies en 1929. D'abord maire de Bogotá, ensuite chef du parti libéral, il parvient en quelques années à enthousiasmer la population. Improvisateur de génie, recherchant le contact avec la foule, aimant les démonstrations de masse, passionné d'égalité, il déteste les hiérarchies fondées sur les privilèges de la naissance et de la richesse, ainsi que le parasitisme des inactifs. Il se fait le promoteur de l'ordre social fondé sur le mérite, le travail et la solidarité.

Il n'a rien d'un révolutionnaire, mais la droite, conservatrice et catholique, le considère à tort comme un barbare et un anarchiste. Alors qu'il avançait vers des victoires électorales certaines, il est assassiné à Bogotá le 9 avril 1948.



1959, n°s 564/565



1959, P.A. n°s 317/318

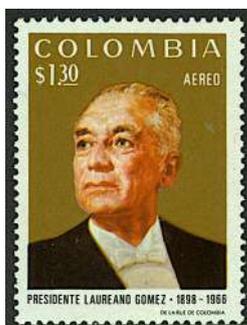


1998, n° 1076
Jorge Eliécer Gaitán

Son assassinat engendre des réactions d'une extrême violence, surtout à Bogotá, mais également dans tout le pays. La foule, ivre de douleur et de vengeance, saccage, pille et tue : il y a plus de mille morts rien que dans la capitale Bogotá ! Il faut l'intervention de l'armée pour mater l'émeute.

Le problème est que le mouvement populaire n'existait que par son meneur, Jorge Gaitán. Avec sa mort disparaît rapidement le "gaitanisme", le plus important mouvement populaire que la Colombie ait connu. Mais sa mort signifie aussi le début de dix ans de véritable guerre civile, qui coûtera la vie à plusieurs centaines de milliers de personnes, et qui entrera dans l'histoire de la Colombie sous le nom de "La Violencia" (1948-1958).

Le gouvernement d'union nationale, mis en place par Ospina Pérez, ne résiste pas à la méfiance et à la discorde, et dès 1949, les libéraux quittent le gouvernement. Pour répondre à la violence régnant dans la rue, le président instaure l'état de siège, réprimant les libéraux. Ceux-ci décident de boycotter la vie politique, et c'est ainsi qu'en 1950, un conservateur est élu sans aucune opposition. Il s'agit de Laureano Gómez, conservateur catholique pur et dur, aux allures dictatoriales, ne supportant pas la contradiction. Grand admirateur de Salazar et de Franco, il rêve d'un régime policier où l'opposition serait muselée par l'abolition de la plupart des libertés : il est appelé en Colombie "le monstre"...



1972, P.A. n° 553



1981, n° 819
Laureano Gómez



1989, P.A. n° 786

La violence de son régime est extrême, au point que son propre parti conservateur commence à se lasser de ce président. En novembre 1951, Gómez laisse la présidence à Roberto Urdaneta Arbeláez pour des raisons de santé, mais lorsqu'il veut réassumer la présidence en juin 1953, il en est empêché par le général Gustavo Rojas Pinilla, qui prend le pouvoir le 13 juin 1953. Rojas Pinilla reste à la tête du pays jusqu'en mai 1957.



1982, n° 846
Roberto Urdaneta Arbeláez



1995, n° 1044
Gustavo Rojas Pinilla

Et pendant ce temps régnait “*La Violencia*” dans tout le pays : c’est l’époque où la profondeur des haines est telle qu’il ne s’agit plus d’écarter l’adversaire par la parole ou la presse, mais à l’éliminer physiquement. Cette “*Violencia*” fait 200 000 à 300 000 victimes en dix ans ! La cruauté et le sadisme de part et d’autre atteignent un degré rarement égalé dans l’histoire. Il est triste de devoir signaler que l’Église, soutenant activement les conservateurs, ne fait rien pour freiner la violence, et, au contraire, l’entretient par des discours enflammés.

Très rapidement, il devient impossible de faire la différence entre la violence purement politique et les vengeances de familles ou de clans, la violence sociale, et la délinquance commune. Contre la terrible police aux mains des conservateurs, les libéraux constituent des comités d’autodéfense, avec des petites armées clandestines de guérilleros qui entretiennent la guerre civile la plus cruelle que la Colombie, pourtant habituée à ces pratiques, ait jamais connue.

Pendant ce temps, le président Rojas Pinilla, bien que de bonne volonté et ayant pris le pouvoir en 1953 avec une approbation unanime contre Laureano Gómez, ne parvient pas à mettre fin à la guerre civile. Il doit de plus en plus faire appel à des mesures de répression, surtout contre la guérilla d’obédience communiste : le parti communiste a effectivement essayé de profiter de la guerre civile pour s’implanter plus solidement en Colombie.

Face à une opposition de plus en plus forte, Rojas Pinilla, qui prend progressivement des allures dictatoriales, est obligé de se démettre, et un gouvernement militaire de transition est installé le 10 mai 1957. Cette junte militaire est composée des généraux Gabriel París Gordillo, Luis Ernesto Ordóñez, Rafael Navas Pardo et Deogracias Fonseca, et de l’amiral Rubén Piedrahíta Arango. Tous les cinq portent officiellement le titre de “président de la République de Colombie”.



2010, n° 1552
Gabriel París Gordillo



2010, n° 1555
Luis Ernesto Ordóñez



2010, n° 1554
Rafael Navas Pardo



2010, n° 1553

Deogracias Fonseca



1981, n° 824

Rubén Piedrahíta Arango

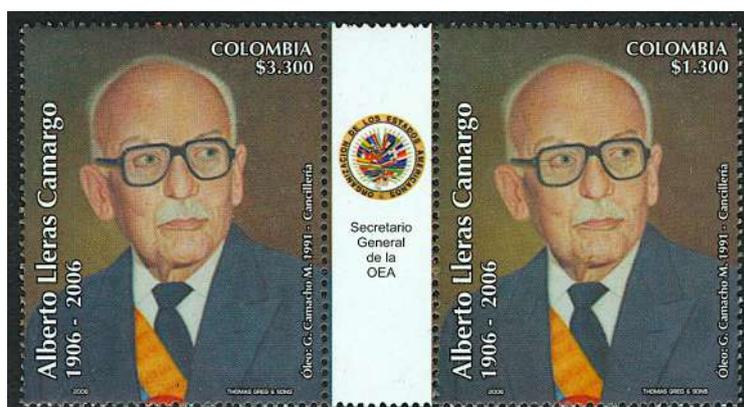
Les cinq membres de la junte militaire qui gouverne la Colombie de mai 1957 à août 1958

Cette junte a pour mission de rétablir une situation viable en Colombie. Déjà en 1956, le conservateur Laureano Gómez et le libéral Alberto Lleras Camargo, tous deux en exil en Espagne, étaient parvenus, sous la pression de nombreuses élites colombiennes, à un accord pour la formation du “*Frente Nacional*”.

VI. Les temps modernes (1958-...)

Le “*Frente Nacional*” est un accord de cogestion du pays entre les deux principaux partis, le Parti conservateur et le Parti libéral. Cet accord unique en son genre prévoit l'alternance au pouvoir d'un président libéral et d'un président conservateur, les ministères et les charges publiques locales se répartissant de façon égalitaire entre ces deux partis. Cet accord, qui a pour but de mettre fin à la guerre civile est initialement prévu pour une période de seize ans, soit quatre mandats présidentiels, mais il se prolongera jusqu'en 1978.

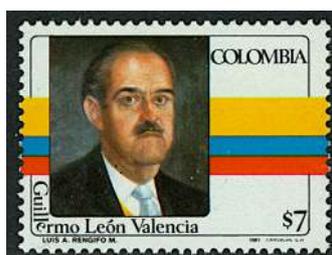
La junte militaire, installée en 1957, a pour tâche de préparer ce “*Frente Nacional*”, qui démarre en août 1958 avec la deuxième présidence d'Alberto Lleras Camargo (1958-1962), suivie de celles de Guillermo León Valencia (conservateur, 1962-1966), Carlos Lleras Restrepo (libéral, 1966-1970) et Misael Pastrana Borrero (conservateur, 1970-1974).



2006, n°s 1391/1392
Alberto Lleras Camargo



1972, P.A. n° 554



1981, n° 820
Guillermo León Valencia



2009, n° 1475



1995, n° 1045



2008, n° 1423



1998, n° 1079



2010, n° 1547

Carlos Lleras Restrepo

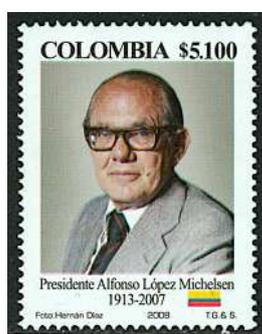
Misael Pastrana Borrero

Mais, même si le système est appliqué strictement, il montre très vite ses limites. La cohabitation au sein d'un même gouvernement des anciens ennemis paralyse le gouvernement et le parlement. Les élections ont peu de sens, les résultats étant connus à l'avance.

Pour sortir de ce qui devient une impasse, le président Carlos Lleras Restrepo impose en 1968 une réforme de la constitution, qui aboutit à concentrer plus de pouvoir entre les mains du président. Celui-ci reçoit aussi le droit de proclamer "l'état d'urgence économique", qui donne tous les pouvoirs au président pendant trois mois. Cette réforme prive le parlement d'une bonne partie de ses prérogatives, et ne fait qu'augmenter l'opposition au "*Frente Nacional*".

Le premier véritable danger vient en 1970 de l'ancien dictateur Rojas Pinilla, qui fonde l'ANAPO (Alliance Nationale Populaire). Il manque de justesse de remporter les élections de 1970, après un scrutin fortement manipulé par la majorité. Mais ce parti s'effondre dès 1972 et disparaît complètement à la mort de Rojas Pinilla en 1975.

En 1974, la Colombie connaît les premières élections "normales" depuis longtemps. Le vainqueur en est le libéral Alfonso López Michelsen.



2008, n° 1444

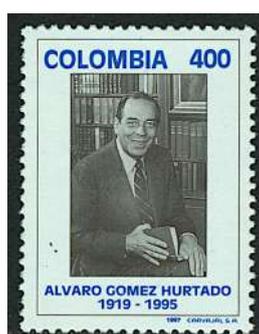


2010, n° 1546
Alfonso López Michelsen



2013, n° 1729

Alfonso López Michelsen est le fils de l'ancien président Alfonso López Pumarejo, et il gagne les élections contre le candidat du parti conservateur Alvaro Gómez Hurtado, qui est le fils de l'ancien président Laureano Gómez ! Cela prouve qu'au fond, rien n'a changé et que la Colombie reste entre les mains de deux clans, où les "barons" continuent à s'affronter.



1997, n° 1070
Alvaro Gómez Hurtado

C'est dans cet esprit que les présidences vont se succéder : le libéral Julio César Turbay Ayala en 1978, le conservateur Belisario Betancur Cuartas en 1982 et le libéral Virgilio Barco Vargas en 1986.



2010, n° 1545



2009, n° 1477

Julio César Turbay Ayala



1997, n° 1075



2010, n° 1544

Virgilio Barco Vargas

Par souci de complétion, la poste colombienne a encore ajouté à sa longue liste de timbres-poste “présidentiels” quatre politiciens qui n’ont exercé la présidence que d’une façon intérimaire pendant quelques jours :

- Rafael Azuero Manchola, sous la présidence de Pastrana Borrero, pendant trois jours en 1973.
- Indelacio Liévano Aguirre, sous la présidence de López Michelsen, pendant quatre jours en 1975.
- Víctor Mosquera Chauz, sous la présidence de Turbay Ayala, huit jours en 1981.
- Plus tard, il y aura encore Carlos Lemos Simmonds, qui assurera la présidence pendant 9 jours durant la maladie d’Ernesto Samper.



2010, n° 1549
Rafael Azuero Manchola



2010, n° 1551
Indelacio Liévano Aguirre



2010, n° 1548
Victor Mosquera Chauz



2010, n° 1550
Carlos Lemos Simmonds

Ce n'est plus l'horreur de "La Violencia", mais les problèmes ne sont pas résolus. L'accord obligeant le gouvernement à accorder une participation adéquate au parti concurrent - accord qui restera en vigueur jusqu'en 1991 - paralyse la vie politique. Luis Carlos Galán essaie bien, en créant le parti *Nouveau Libéralisme*, de relancer une vie politique démocratique normale, mais après des résultats prometteurs en 1982, son parti s'effondre en 1986 et il rejoint les rangs du parti libéral "normal". Il sera assassiné en 1989.



1991, n° 967
Luis Carlos Galán

Une partie de la gauche, ne voyant pas d'autre issue, se lance à nouveau dans la guérilla. Ce n'est pas "La Violencia", mais à partir des années 1960, on constate de nouveau un accroissement des meurtres et des enlèvements.

Les auteurs de ces actes de terrorisme se regroupent dans des mouvements, dont les plus importants sont :

- Le FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie), d'obédience communiste, avec le Cubain Che Guevara comme l'idéal à suivre.
- Le M-19, qui regroupe les anciens partisans du dictateur Rojas Pinilla, et qui se spécialise dans le terrorisme urbain.
- L'ELN, castriste, et l'EPL, maoïste.

Dans les années 1960, l'armée parvient facilement à contrôler ces mouvements, mais dans les années 1970, les guérillas deviennent de plus en plus agressives, avec l'assassinat de ministres, de hauts fonctionnaires et de militaires, comme celui du général Ramón Arturo Rincón Quiñones en 1975.



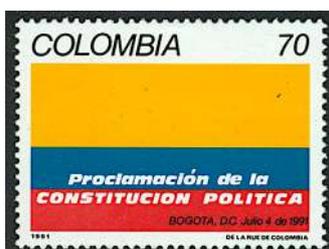
2003, n° 1241
Le général Ramón Arturo Rincón Quiñones

L'intensité croissante des activités de ces mouvements de guérilla provoque dans les années 1970, surtout pendant la présidence de Turbay Ayala, une augmentation de la répression.

Le président Betancur essaie en 1982 de changer de stratégie : proposant une amnistie générale, il obtient un cessez-le-feu de la part du FARC, du M-19 et de l'EPL. Mais dès 1985, la lutte armée reprend, surtout à cause de la récession économique.

La stagnation de l'économie engendre un phénomène qui va empoisonner la vie colombienne pendant longtemps : pour financer les mouvements de guérillas, ceux-ci se lancent dans le trafic international de la drogue, et l'on voit des puissants cartels de la drogue se constituer. Le plus puissant en est le *cartel de Medellin*, dirigé par Pablo Escobar, qui sera tué en 1993.

Les milieux politiques essaient alors de remédier à la situation en rompant la paralysie engendrée par le *Frente Nacional* depuis 1958, pour revenir à une situation plus démocratique. César Gaviria Trujillo, président libéral de 1990 à 1994, élabore une nouvelle constitution en 1991. C'est une constitution très démocratique et progressiste, qui décentralise fortement le pouvoir.



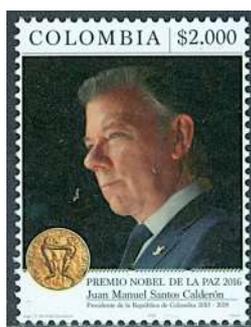
1991, n° 964
La constitution de 1991

Les dernières années ne sont pas faciles : les présidents successifs (le libéral César Gaviria Trujillo, 1990-1994, le libéral Ernesto Samper, 1994-1998, le conservateur Andrés Pastrana Arango, 1998-2002, les indépendants Álvaro Uribe Vélez, 2002-2010, et Juan Manuel Santos Calderón, 2010-...) combattent les mouvements de guérilla de diverses façons.

Certains, comme Samper, n'hésitent pas à s'allier aux cartels de la drogue. D'autres, comme Pastrana Arango, recherchent le dialogue. D'autres encore, comme Uribe Vélez et Juan Manuel Santos, font preuve d'une grande fermeté contre les mouvements subversifs et les cartels de la drogue. Ce n'est pas facile, car des mouvements comme le FARC profitent de plusieurs soutiens, comme celui d'Hugo Chávez, le président du Venezuela.

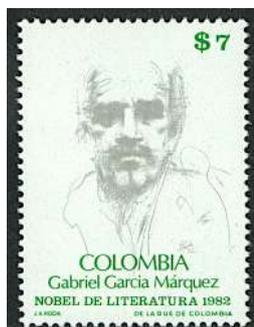
De toutes façons, même si la corruption règne encore, même si les mouvements de guérilla ne sont pas éliminés, même si les cartels de la drogue restent puissants, même si des organisations para-militaires font régner l'ordre par des mesures sanguinaires dans de nombreuses régions, il y a l'espoir que la démocratie triomphera finalement dans ce pays, qui a déjà fourni tant de preuves de sa capacité à surmonter un nombre infini de crises et de guerres civiles.

Un personnage qui a fait un premier pas important vers la réconciliation nationale est le président Juan Manuel Santos Calderón, élu en 2010 et réélu en 2014. Il entame un dialogue de paix avec la guérilla communiste FARC, et après de difficiles négociations, le cessez-le-feu est accepté en août 2016 et un accord de paix est conclu. Cela vaut au président le prix Nobel de la paix en 2016.



2018, n° 1901
Le président Juan Manuel Santos Calderón, Prix Nobel de la paix en 2016

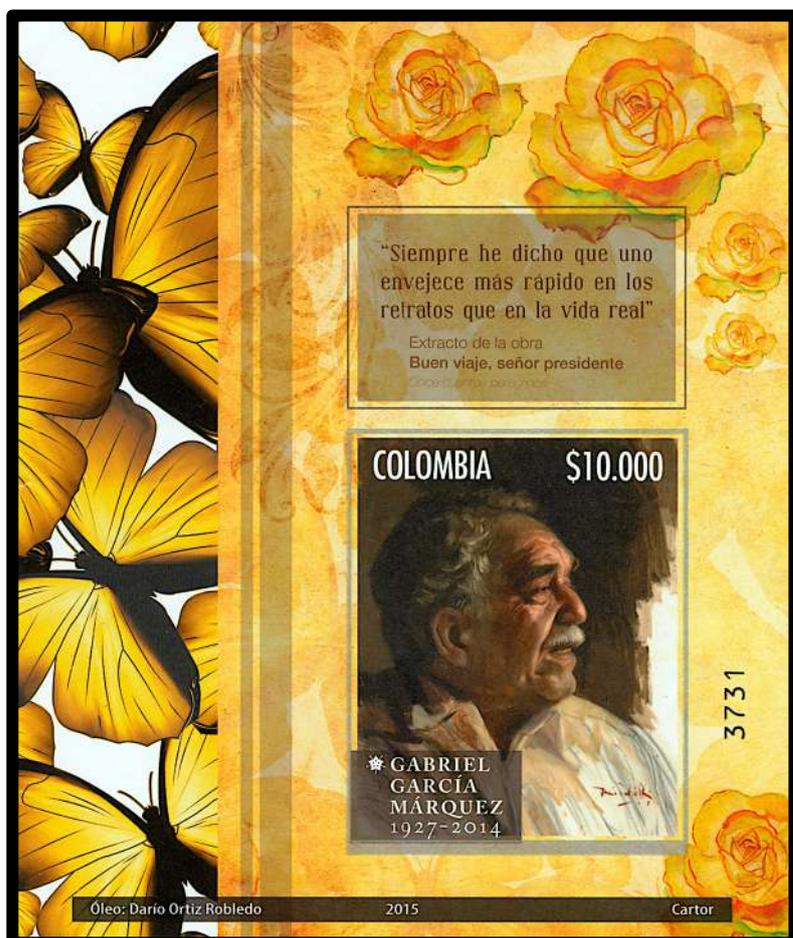
Un personnage qui ne peut pas manquer dans un tour d'horizon historique de la Colombie est l'écrivain Gabriel García Márquez, prix Nobel de littérature en 1982. Son œuvre constitue une chronique à la fois réaliste, épique et allégorique de l'Amérique latine en général et de la Colombie en particulier.



1982, n° 864 & P.A. n°s 718/719



2015, n° 1750
Gabriel García Márquez



2015, bloc 78
Gabriel García Márquez

Table des matières

Introduction

I. La colonisation espagnole (1499-1810)

II. L'indépendance (1810-1830)

III. L'anarchie (1830-1880)

IV. La Régénération et l'hégémonie conservatrice (1880-1930)

V. De l'hégémonie libérale à la guerre civile (1930-1957)

VI. Les temps modernes (1958-...)

Bibliographie

- *Les trésors précolombiens*, Les Passeports de l'Art, éd. Atlas, 1986.
- A. Dorsinjang-Smets, *Precolombiaans Amerika*, uitg. Heideland/Orbis, Hasselt.
- Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, éd. L'Harmattan, Paris, 1992.
- Gillette Saurat, *Bolívar le Libertador*, éd. Jean-Claude Lattès, Paris, 1979.
- Guy Coutant, *Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande*.
- Guy Coutant, dans la série *Histoire et Philatélie : L'Espagne*.
- Et bien sûr les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.

Annexe : le canal de Panama

L'idée de creuser un canal en Amérique centrale pour relier l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, et d'éviter ainsi le long contournement de l'Amérique du Sud et le passage du cap Horn, date déjà du début du XIX^e siècle. Ce sont surtout les articles d'Alexander von Humboldt qui firent germer cette idée.

Entre 1850 et 1875, l'on se limita à des études préliminaires, qui eurent pour résultat de démontrer qu'il n'y avait que deux options réalisables : la traversée de Panama (alors une partie de la Colombie) ou celle du Nicaragua.



Carte géographique représentant les deux trajets proposés pour le canal

Après l'achèvement réussi du canal de Suez en 1869 par les Français, sous la direction de Ferdinand de Lesseps, la France se présenta comme le principal promoteur pour la construction de ce nouveau canal.

C'est avec cette ambition que fut fondée la "*Société internationale du Canal interocéanique*", et Ferdinand de Lesseps accepta la tâche de construire le canal américain. Mais il se heurta dès le début à d'énormes difficultés, nettement plus importantes qu'en Égypte pour le canal de Suez : Lesseps avait fortement sous-estimé la dureté du sous-sol rocheux, les grandes variations d'altitude et surtout le climat extrêmement insalubre, où régnait la malaria et la fièvre jaune.



1955, n° 301



1955, P.A. n° 141
Ferdinand de Lesseps



1996, n° 1132

Les travaux commencèrent cependant au début de 1882, mais les problèmes s'accumulèrent rapidement : 22 000 ouvriers y perdirent la vie entre 1882 et 1889. Cela nécessita l'arrêt des travaux en 1889, engendrant la faillite de la compagnie française et causant un immense scandale politique en France.



1955, n° 302
Les premières excavations françaises

Une nouvelle compagnie fut fondée en France, la "Compagnie Nouvelle du Canal de Panama", ayant pour but l'achèvement des travaux, mais le manque de confiance était très fort, et les investisseurs se firent rares. La nouvelle compagnie dut se résoudre à se limiter à un vague entretien de ce qui avait déjà été réalisé.

Mais pendant ce temps, les États-Unis commençaient à se rendre compte de l'intérêt économique d'un canal reliant les deux océans. Plusieurs études américaines plaidaient pour la construction de ce canal au Nicaragua.

En 1902, les États-Unis rachetaient à la France les droits légaux pour la construction du canal, mais... c'est un timbre-poste du Nicaragua qui fit pencher la balance en faveur de Panama !

Au Congrès américain, les chances de Panama et du Nicaragua étaient environ à égalité, lorsque les promoteurs de Panama amenèrent un nouvel élément : le danger des volcans au Nicaragua. La crainte d'une catastrophe volcanique était très vive, après l'éruption, le 8 mai 1902, de la Montagne Pelée, en Martinique, qui avait entièrement détruit la ville de St. Pierre et fait 40 000 victimes.

Au Nicaragua, le volcan Momotombo était situé relativement près du trajet projeté pour le canal. Ce volcan avait lui aussi connu une éruption qui avait endommagé le port de Corinto.

L'argument "volcanique" fut exploité à fond par les adversaires du Nicaragua. Mais un sondage, la veille du scrutin définitif au Congrès, montrait quand même un léger avantage en faveur du Nicaragua. C'est alors que l'ingénieur français Philippe Bunau-Varilla, qui travaillait pour le lobby du Panama, intervint. En tant que philatéliste, il se rappelait que le Nicaragua avait émis en 1900 une série de 13 timbres, montrant le volcan Momotombo surmonté d'une colonne de fumée.



Nicaragua, 1900, n°s 122, 123 & 124

Timbres du Nicaragua de 1900, montrant le volcan Momotombo surmonté d'une colonne de fumée

Il acheta 90 exemplaires de ces timbres - le Sénat américain comptait alors 90 membres -, et les colla séparément sur 90 feuilles qu'il distribua aux sénateurs. Il avait ajouté le texte : "Ce timbre est la preuve officielle de l'activité volcanique du Momotombo", avec une flèche pointant vers la colonne de fumée.

Et Bunau-Varilla ne fut pas déçu : quatre sénateurs furent impressionnés au point de modifier leur intention de vote, et Panama gagna d'une paire de voix ce scrutin extrêmement serré. Si le canal reliant les deux océans se trouve au Panama, c'est donc bien grâce à un timbre-poste !

L'homme qui montrait le plus de hâte pour la construction du canal était Theodore Roosevelt, président des États-Unis depuis 1901. C'était surtout pour des raisons militaires, afin de pouvoir transporter les navires de la marine américaine le plus rapidement possible d'un océan à l'autre.



1955, n° 303



1949, Can.Z., n° 108

Le président Theodore Roosevelt



U.S.A., 1986, n° 1656

Mais il y avait un problème : le Panama faisait partie de la république sudaméricaine Colombie ! Ce pays avait même émis en 1887 une série de timbres avec une carte géographique de la région, ne laissant aucun doute que Panama faisait partie du territoire colombien.

Une nouvelle série fut émise en 1892, avec la même carte, mais d'une qualité nettement meilleure : la première série était - très mal - lithographiée, la nouvelle série était gravée.



1887, n°s 5, 6 & 8

Carte sur timbres lithographiés de 1887. La mention est "Colombia"



1892, n°s 11, 12 & 14

Carte sur timbres gravés de 1887. La mention est toujours "Colombia"

Roosevelt entama des négociations avec la Colombie, pour acquérir les droits du canal. C'est ainsi que le 22 janvier 1903 fut signé le traité Hay-Herrán, par lequel la Colombie cédait ses droits sur la zone du canal aux Américains. Mais le Sénat colombien refusa d'entériner ce pacte, et les États-Unis jouèrent alors un jeu très peu reluisant.

Depuis longtemps, une rébellion couvait au Panama contre la Colombie. Entre 1899 et 1902, les conservateurs pro-colombiens s'opposaient, souvent par les armes, aux libéraux, qui aspiraient à l'autonomie et même à l'indépendance de la province du Panama. C'était la "Guerra de los Mil Días", qui connut son apogée avec l'exécution à Panama du leader libéral Victoriano Lorenzo, le 15 mai 1903.



1973, n° 556

Victoriano Lorenzo

Roosevelt accorda un appui sans réserves aux libéraux panaméens, leur promettant l'indépendance s'ils acceptaient de concéder ensuite la zone du canal aux États-Unis.

Plusieurs leaders libéraux (José Agustín Arango, Manuel Amador Guerrero, Carlos Constantino Arosemena, le général Nicanor de Obarrio, Ricardo Arias, Federico Boyd, Tomás Arias et Manuel Espinosa) s'associèrent et formèrent une junte qui déclencha la guerre contre la Colombie.



Manuel Amador Guerrero



José Agustín Arango



Federico Boyd



Ricardo Arias



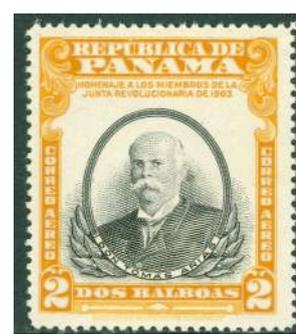
Manuel Espinosa



Carlos Constantino Arosemena



Nicanor de Obarrio



Tomás Arias

1948, P.A. n°s 85/92



1953, n° 292

Les huit membres de la junte révolutionnaire

Plusieurs notables colombiens, avec à leur tête le gouverneur José Domingo de Obaldía et le général Esteban Huertas, choisirent le camp des rebelles panaméens, ce qui donna, en plus de l'aide américaine en argent et en armes, une victoire facile au Panama. Le 3 novembre 1903, l'indépendance du Panama fut proclamée, et dès le lendemain, un gouvernement provisoire fut constitué, avec le trio José Agustín Arango, Federico Boyd et Tomás Arias. En février 1904 Manuel Amador Guerrero devint le premier président de la république panaméenne.



1953, P.A. n° 126

La déclaration d'indépendance



1934, n° 169

José Domingo de Obaldía



1933, n° 168

Le président Manuel A. Guerrero



1953, P.A. n° 130

Au centre, le général Esteban Huertas

Les nouvelles autorités panaméennes ont immédiatement émis des timbres avec la même carte géographique que sur les timbres colombiens précédents : dès 1903, ces timbres colombiens furent surchargés "Panamá" ou "República de Panamá" et en 1905, 1911, 1915, 1930 et 1948, des nouveaux timbres furent émis avec cette carte géographique.



1903, n°s 2, 3, 25 & 41

Surcharge "República de Panamá"



1905, n° 79



1905, n° 80



1911, n° 104



1915, n° 105



1930, P.A. n°s 6, 7 & 8



1930, P.A. n°s 10/14



1948, P.A. n° 96

Les États-Unis n'ont pas attendu longtemps pour rappeler aux nouvelles autorités panaméennes leurs exigences concernant la zone du canal : déjà le 18 novembre 1903, donc à peine deux semaines après la proclamation de l'indépendance panaméenne, le nouveau traité Hay - Bunau-Varilla fut signé. Le même Bunau-Varilla, qui avait forcé le choix de Panama au Sénat américain avec les timbres du Nicaragua, officiait maintenant comme envoyé plénipotentiaire du Panama ! Ce traité donnait aux États-Unis tous les droits de construction et d'exploitation du canal, et l'entière propriété de la zone limitrophe.

Les stocks restants de timbres de Colombie et de Panama, ainsi que des timbres américains, furent surchargés à partir du 24 juin 1904 par "CANAL ZONE". Il fallut attendre 1928 pour voir les premiers propres timbres de la zone américaine du canal.



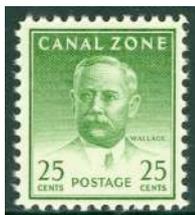
1904, Can.Z. n°s 10, 12A, 16 & 17

Timbres de Colombie et de Panama avec la surcharge "CANAL ZONE"

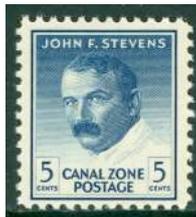
John Findlay Wallace fut désigné en 1904 pour diriger les travaux, mais il démissionna déjà en 1905, et la fonction d'ingénieur en chef fut attribuée à Frank Stevens. Il eut la chance de pouvoir compter sur deux éminents assistants : William Crawford Gorgas et le major George Washington Goethals.

Gorgas était à la tête du service sanitaire de l'armée, et grâce à une campagne énergique d'éradication des moustiques, il parvint à vaincre la malaria et la fièvre jaune, qui étaient endémiques dans la région. Cela fit chuter d'une façon spectaculaire le taux de mortalité parmi les ouvriers.

Goethals était un ingénieur extrêmement compétent. Il était d'origine flamande : ses parents, Jan Baptist Goethals et Marie Le Barron, étaient des charpentiers de Stekene, en Flandre orientale, qui avaient émigré en Amérique vers 1850. Mais lorsque George W. Goethals fut imposé en 1907 à Stevens par Roosevelt lui-même, Stevens prit fort mal cette désignation et présenta sa démission.



1946, Can.Z. n° 110
J.F. Wallace



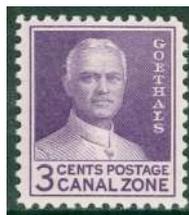
1946, Can.Z. n° 109
J.F. Stevens



1928, Can.Z. n° 77
W.C. Gorgas



1928, Can. Z. n° 78
G.W. Goethals



1934, Can. Z. n° 86
G.W. Goethals

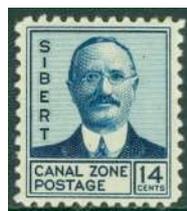


1968, Can. Z. n° 126
Monument de Goethals à Balboa

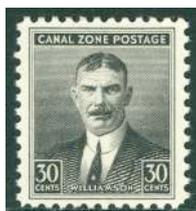
Goethals fut donc l'ingénieur en chef à partir de 1907. Il partagea le travail entre trois équipes :

- "L'Atlantic Division", commandée par le major William L. Sibert.
- La "Pacific Division", commandée par Sydney B. Williamson.
- La "Central Division", commandée par David Du Bose Gaillard.

À cette dernière équipe échet le travail le plus pénible, le creusement de la partie centrale, qui reçut le nom de "Gaillard Cut".



1937, Can.Z. n° 87
W.L. Sibert



1940, Can.Z. n° 111
S.B. Williamson



1929, Can.Z. n° 81
D.D. Gaillard



1929, Can.Z. n° 79
Le "Gaillard Cut"

Goethals eut l'intelligence de recruter d'autres collaborateurs précieux et capables, comme :

- Le colonel Harry F. Hodges, responsable des plans.
- L'amiral Harry Harwood Rousseau, chef du "Bureau of yards and docks".
- George Whitefield Davis, premier gouverneur militaire de la zone du canal de Panama (1904-1905).
- Charles Edward Magoon, successeur de Davis comme gouverneur militaire de la zone du canal de Panama (1905-1906).
- Joseph Clay Stiles Blackburn, quatrième gouverneur (1907-1909).
- Jackson Smith, qui s'occupa surtout des aspects sociaux des travailleurs.



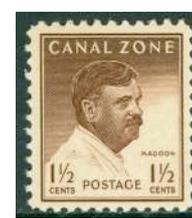
1928, Can.Z. n° 80
H.F. Hodges



1932, Can.Z. n° 83
H.H. Rousseau



1948, Can.Z. n° 106
G.W. Davis



1948, Can.Z. n° 107
C.E. Magoon



1929, Can.Z. n° 84
J.C.S. Blackburn



1932, Can.Z. n° 82
J. Smith

Sous la conduite énergique de Goethals, et grâce au soutien inconditionnel des États-Unis, les travaux avançaient favorablement, même plus rapidement que prévu.



1999, n°s 1192/1193
85° anniversaire du canal. Fresque représentant les travaux

Le 10 octobre 1913, la dernière digue fut ouverte, et l'eau passa pour la toute première fois d'un océan à l'autre. Le premier bateau à faire la traversée, le 7 janvier 1914, était un vieux cargo français, l'*Alexandre La Valley* : il avait été affrété pour les ultimes travaux.

Une inauguration solennelle avait été programmée, mais le déclenchement de la première guerre mondiale causa l'annulation d'une grande partie des festivités, et la première traversée "officielle" d'un navire, le SS *Ancon*, le 15 août 1914, passa pratiquement inaperçue.

Aussi bien au Panama qu'aux États-Unis et dans la zone du canal, de nombreux timbres furent émis pour commémorer l'ouverture du canal de Panama. Il faut se limiter à en représenter seulement quelques-uns.



*U.S.A., 1913, n° 196
Achèvement du canal*



*U.S.A., 1939, n° 408
Le président T. Roosevelt en G.W. Goethals
25^e anniversaire du canal*



*Panama, 1915, n°s 112, 117 & 118
Quelques timbres d'une grande série du Panama, émise en 1915*



William C. Gorgas



Prés. Manuel A. Guerrero



Prés. Woodrow Wilson



Prés. Belisario Porras



Prés. William H. Taft



Ing. Pedro J. Sosa



Ing. Lucien B. Wise



Ing. Armando Reclus



George W. Goethals



Ferdinand de Lesseps

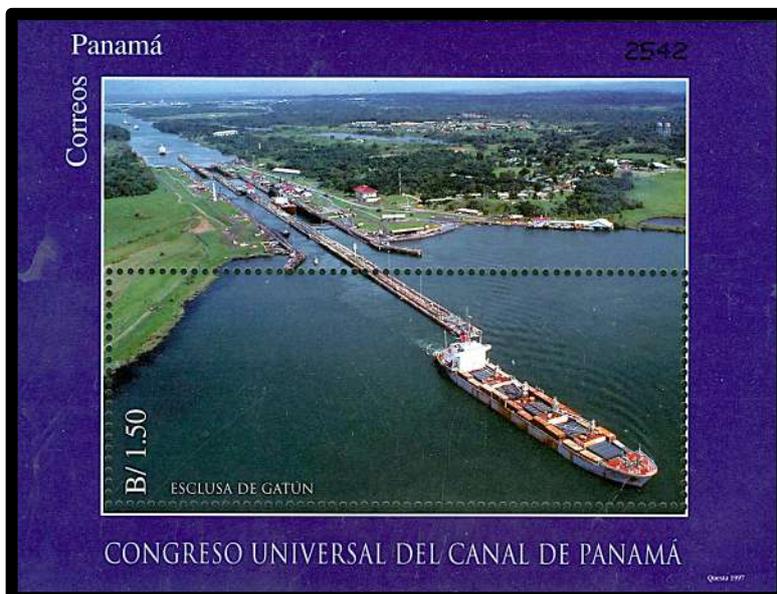


Prés. Theodore Roosevelt

*Panama, 1939, n°s 215/223 & P.A. n°s 48/55
25^e anniversaire du canal*



*Panama, 1989, P.A. n°s 542/543
75^e anniversaire du canal*



*Panama, 1997, bloc 45
Congrès mondial sur le canal
de Panama*



*Panama, 1997, n^os 1152/1153
Congrès mondial sur le canal de Panama*

Les Américains possédaient donc les droits de propriété et d'exploitation du canal, ce qui s'avéra extrêmement utile pendant la deuxième guerre mondiale. Mais après la guerre, le Panama commença à demander une révision du contrat, et le 7 septembre 1977, le traité Torrijos-Carter fut signé.

Par ce traité, Omar Torrijos, président du Panama, et Jimmy Carter, président des États-Unis, se déclaraient d'accord pour que la zone du canal retourne au Panama après 1999.



*Panama, 1978, n^os 602/605A
Signature du traité Torrijos-Carter en 1977*



*Panama, novembre 2010, n° 1268
30^e anniversaire du traité Torrijos-Carter de 1977 (émis avec trois années de retard !)*

Le 31 décembre 1999, le mandat américain sur la zone du canal prenait fin. L'administration et l'exploitation du canal fut confiée à la "Panamá Canal Authority", sous contrôle panaméen.



*Panama, 1999, n°s 1188/1191
Fin du mandat américain sur le canal de Panama*

L'on croyait le statut du canal de Panama définitivement acquis, jusqu' à l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis : il exige que la zone du canal redevienne une possession américaine...